

LA NOUVELLE ORLÉANS APRÈS KATRINA

LES RELÈVES DES PUBLICS
DE LA RECONSTRUCTION
ET LEURS PORTÉES
POLITIQUES

JEAN SAMUEL BORDREUIL

Ce texte porte sur les engagements des publics de la Nouvelle Orléans post Katrina : pour la sauver des eaux, puis la maintenir durablement à l'abri de leurs flots. D'un pas à l'autre leur problème aura glissé de la reconstruction de la ville à celui, plus ample, de la restauration de son assise deltaïque. Cette recherche, inspirée par l'approche pragmatiste du politique de John Dewey dans *Le Public et ses problèmes*, souscrit à sa dimension foncière d'émergence : il n'y a pas de publics sans problèmes. Mais l'évidence écrasante du trouble initial invite à suivre les efforts des publics en vue d'institutionnaliser la relève des problèmes qui les ont assaillis. Dans l'arène publique post Katrina, les luttes qui ont scellé le retour des habitants dans leurs quartiers auront dramatisé les débats. En apprenant à porter leurs causes, à travers leur engagement, les membres de ces collectifs ont fortifié leur intelligence politique. En conclusion d'une enquête – moins sur que *dans* le sillage des enquêtes de ces publics – on situera ce que notre terrain nous a appris dans le compas de la littérature consacrée aux mobilisations environnementales. Dénî ? Résilience ? Catastrophisme ?

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; KATRINA ; LA NOUVELLE ORLÉANS ; APPROCHE DRAMATURGIQUE ; MOBILISATIONS ENVIRONNEMENTALES ; PUBLICS ÉMERGENTS.

* Jean Samuel Bordreuil est directeur de recherches émérite au LAMES (AMU-CNRS), à la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH) à Aix en Provence [sambordreuil@gmail.com].

I. PREMIÈRE SÉQUENCE : UNE VILLE À FAIRE REVENIR

Est-il besoin, ici, d'insister sur la magnitude du désastre qu'a représenté Katrina ? Pour rappel, l'ouragan Katrina qui s'abat sur le delta du Mississippi, le 30 août 2005, est d'une puissance maximale (5, sur l'échelle Safir-Simpson)¹. On dénombrera par la suite, dans son aire de dévastation, 1700 victimes (dont 1300 pour la ville). 80% des habitations de la Nouvelle Orléans se retrouveront inondées, et ce pendant plusieurs semaines. Quelques quartiers auront été épargnés, mais l'immense majorité des citoyens ne pourront revenir que dans les mois qui suivent. Parmi les quelque 300 000 en diaspora dans le reste de l'« Union », 130 000 (majoritairement afro-américains) ne reviendront jamais. Quant à ceux pris au piège de l'ouragan (et n'ayant pas les moyens d'évacuer à temps), ils seront – pour les survivants – entassés dans les deux seules grandes enceintes à disposition : le stade couvert du Superbowl (pour 25 000 d'entre eux) et le Palais des Congrès pour 25 000 autres. De ces rescapés, du sort qui fut le leur, les télévisions du monde entier ont aussi donné des images frappantes : des jours entiers avant que les instances fédérales ne passent à l'action, envoyant des militaires pour contrôler des gangs, avant que des secouristes et des vivres pour les rescapés. Si bien qu'au désastre du cataclysme aura succédé, toujours en direct, le spectacle d'un autre désastre : un effondrement organisationnel de l'administration des secours aux désastres. Et cela, que la société la plus développée du monde se soit révélée incapable, pendant de longs jours, d'apporter les secours les plus élémentaires à des dizaines de milliers de ses sociétaires, aura scellé aux yeux d'une audience planétaire la signification proprement politique de l'événement.

Sans doute est-ce l'un des effets inévitables de telles catastrophes, qu'elles somment instamment leurs contemporains d'arrêter une signification politique quant à « ce qui vient de se passer » (sur le fond d'un « plus jamais ça ! »). Une saisie *politique* au sens classique où elle essaie de cadrer l'événement au plus large, pour mieux dégager

l'éventail des responsabilités en cause dans la tournure qu'aura prise l'événement et ainsi, d'une part, mieux asseoir le dossier des réclamations à porter quant aux réparations des dommages subis et, d'une autre, tracer des lignes d'action pour le futur. Et, *a fortiori*, à cette requête pressante, tout sociologue est-il encore plus exposé ! Reste qu'à cet automne 2005 où nous mettons en place notre projet d'enquête, ce cadrage – si l'on veut, en structures de la « société américaine »² – n'aide guère à répondre à une question plus pressante – au premier chef pour les habitants de la ville – et, à l'époque, dramatiquement ouverte : celle de savoir si, *oui ou non*, une ville de 500 000 habitants reviendrait à l'existence. En bref, la Nouvelle Orléans serait-elle ou non un nouveau Galveston – cette autre cité côtière ravagée par un autre ouragan, en 1908, et qui a depuis pratiquement disparu de la carte ? Or, s'il est bon d'avoir en tête quelques-uns des éléments structurels explicatifs de ce qui s'est passé, il est plus hasardeux d'en inférer qu'ils suffiraient à prédire ce qu'il va advenir de la zone sinistrée. Sauf évidemment à considérer que, *peu importe*, ville ou pas (un détail ! ?), l'essentiel étant de démontrer (CQFD) qu'on retrouvera bien la même logique sociale à l'œuvre à l'arrivée.

La ville reviendra-t-elle, et si oui, quand et comment ? Telle est *a contrario* l'interrogation initiale, puis l'objet central de notre suivi sur cinq ans. Un suivi patient, anxieux, sans doute plus proche du format journalistique du reportage que de l'essai sociologique cherchant à vérifier des hypothèses, mais qui, pourtant, éloigne moins de la sociologie qu'il ne la met en meilleure posture pour saisir ce qu'il en est de la dimension foncièrement processuelle de son objet : au plus court, faisant droit à une intuition pragmatique princeps, qu'il est « toujours en train de se faire ». Remarquons que telle est la position d'écriture du journaliste : qu'il commente et (rétro)agit sur un tel monde et sur ce que l'actualité y déverse comme autant « d'ordres du jour » ; dont lui et ses lecteurs sont autant de *contemporains*. En ce sens, cela décrit bien notre posture d'enquête (voire d'écriture) : saisir, habiter, la succession de ces « ordres du jour », c'est-à-dire les incertitudes qui cherchent à s'y réduire, pour mieux ancrer l'analyse de ce

qui s'y passe. Dans la langue des habitants de la Nouvelle Orléans, cela signifie les rejoindre dans les « cônes d'incertitude³ » qui surplombent leur ordinaire. On y gagne alors, suivant les remarques précieuses de Hennion et Monnin (2020, § 14), citant William James (1897), de mieux arrimer le questionnement à ce qui s'engage d'« options vitales » dans les conduites des acteurs.

Pour autant, sinon d'autant mieux, ce suivi sera-t-il aimanté à tirer la signification politique de ce retour de la ville sur elle-même, des formes qu'il aura revêtues, des forces qui l'auront agi, en faisant entrer dans le tableau politique d'ensemble, et comme une de ses pièces centrales, la part prise par les publics qui ont émergé dans la relève post-catastrophe de la ville.

On ajoutera que, si le souci de cadrer en structure globale est bel et bon, il risque de manquer de substance si l'on n'a pas idée de ce qu'il s'agit de « cadrer » ! Or la fréquentation sur cinq ans, et autant que faire se peut, d'une société se relevant progressivement de ses décombres, met tout sociologue en position de traiter immédiatement un objet sociologique de plein droit, incroyablement lourd et profond : celui, quasi durkheimien, de ce qu'il en est d'un « bris sociétal ». La meilleure anthropologie des catastrophes, et nous pensons ici aux travaux de Kai T. Erikson (1976), n'est-elle pas celle qui est capable de hausser sa vision à la hauteur de cet objet. La catastrophe est alors cette loge dramatique depuis laquelle le sociologue, ou l'anthropologue, peut discerner ce qui, de nos vies, tient aux liens sociaux qui les enserrant – et comme ils se brisent. Mais il peut tout autant tracer comment ils se rétablissent non sans se renouveler, et avec quels effets⁴. En prélude de ce qui suit, on citera un texte de William James écrit dans le sillage immédiat du séisme de San Francisco en 1906 :

Avec le recul, deux points m'ont particulièrement frappé et, de toutes mes impressions, ils restent les plus marquants ; les deux réconfortants quant à ce qu'il en est de la nature humaine.

Le premier d'entre eux porte sur la rapidité avec laquelle de l'ordre s'est improvisé à même le chaos. Il est clair que, de même que dans tout millier d'êtres humains on trouvera statistiquement tant d'artistes, d'athlètes, de penseurs ou tant de potentiels bons soldats, de même trouvera-t-on, en situation d'urgence, autant d'organiseurs potentiels. De fait, non seulement dans la grande ville mais dans les bourgades avoisinantes, ces fabriquants d'ordre, qu'ils soient officiels ou amateurs, sont-ils immédiatement montés au front. Comme s'il n'y avait aucune possibilité pour que ces personnes n'y fussent pas et n'y aient pas dans les 24 heures délivré leur travail. (James, 1906/1911 : 221)

Au-delà, et si l'on a en tête les débats entre holistes et individualistes sur l'existence ou pas de quelque chose qu'on appellerait « société », le suivi de la situation de la ville délivre une expérience somme toute peu fréquente, celle selon laquelle on « sent la société », on sent son pouls battre. Pulsation est sans doute le bon mot, qui dit par exemple la poussée spectaculaire des « élans de solidarité » (la Flottille Cajun, la force sur le long terme du bénévolat...)⁵. Mais aussi une « reprise de corps » voire un « plus de corps » au gré, pour se référer à Simmel, des sociations qui s'y contractent comme la vie revient dans certains quartiers, que des théâtres, des scènes d'exposition s'y multiplient, où se dramatisent, se nouent et se cristallisent des forces.

I.1. LE PRISME DU PUBLIC ET LA QUESTION DE LA CITOYENNETÉ

Cette effervescence d'arrière-plan est évidemment difficile à restituer, mais il nous a paru qu'une manière de procéder était de privilégier dans l'observation la couverture des manifestations *publiques* qui ont scandé les années post-Katrina. Quantitativement, cela ne réduit guère la masse des faits à traiter⁶ ! Mais on peut justifier ce principe sélectif au motif qu'on y « isole » ces engagements d'acteurs instanciés à peser au plus large et au plus ouvert sur les engagements

d'autres acteurs par ailleurs inconnus : bref les ingrédients essentiels, voire constitutifs, de tout « faire public ».

ENCART MÉTHODOLOGIQUE

L'enquête⁷ à mener supposait donc que l'on traîne d'abord (et d'un quartier à l'autre) dans les parages, les coursives de ces arènes foisonnantes dans le bain desquelles se fomentaient, puis se décanteraient, les formes mêmes que prendrait la ville à venir ; à revenir.

Bien sûr, lors de l'enquête nous avons eu recours à la figure convenue – et privée – de l'entretien ; une rencontre en tête à tête, donc, dûment instanciée au recueil d'informations. Mais, à vrai dire, pour la plupart, ces « tête à tête » se sont noués, impromptus, comme autant de conversations de couloir, une modalité de bavardage pour laquelle toute arène publique constitue un terreau particulièrement fertile ! Autant d'apartés si l'on veut, mais ancrés dans le sol public dont ils sourdaient. Et, de fait, souvent lestés de dire qui, s'ils peuvent bien se proférer « entre quatre yeux », le font d'autant plus, qu'au grand air de la publicité ils se taisent. Une prise, si l'on veut, sur les filtres qui amènent à tamiser les prises de position publiques⁸.

On ajoutera enfin que c'est la manière publique dont, sur ces scènes, nous nous sommes affichés comme enquêteurs qui aura aidé à nourrir ce flot conversationnel. « *French film makers* », « cinéastes français » : le filmage ostensible, outre que patient, d'une vingtaine de meetings publics aura en effet suffi à ce que les participants nous confèrent cette identité et ce statut public⁹. Suscitant donc autant de curiosités et ouvrant ainsi autant d'opportunités d'échanges, ceci sans qu'on y passe par le format obligé de la prise de rendez-vous pour interview ; voire même y invitant, pour la promesse d'un intérêt partagé pour la « cause », ce que notre ténacité à filmer ne laissait pas, semble-t-il, d'augurer. On joint à ce texte quatre liens Youtube, pour autant de clips vidéo d'un meeting public concernant la planification urbaine du quartier de Mid City (le 24/04/2008), lesquels donneront

une idée plus concrète de notre *modus operandi* et des contextes dans lesquels nous avons travaillé, quitte à revenir *infra* sur l'analyse de ces documents visuels : (<http://www.youtube.com/watch?v=YI8s-8gHK-SE>) ; (<http://www.youtube.com/watch?v=WRuLdVzfwY>) ; (<http://www.youtube.com/watch?v=vVo5Ztm070s>) ; (http://www.youtube.com/watch?v=oq0D0_xXBHE).

Le premier élément de ce « terrain public » que nous voudrions prélever, nous est arrivé par la voie des ondes, dans l'immédiat contre-coup de la catastrophe. Un *sound bite*, une « petite phrase », un cri, qui a fait le tour de la terre¹⁰ ; une « manifestation publique » par excellence. Le cri de cette femme noire, qui se lève dans une salle du Convention Center, le Palais des congrès, où sont entassés les rescapés et jette face à la caméra qui la filme et donc à la face du monde : « *Are we American !?* » La phrase dit bien la profondeur du bris sociétal, mais – en seulement trois mots – elle permet d'esquisser quelques déterminations du sens d'effondrement en question.

Tout d'abord, elle donne une idée de la portée – maximale – du bris sociétal éprouvé. Ce n'est pas ici l'effondrement des liens de proximité d'une vie communautaire qui est visé, mais un tissu d'attentes qui relie des individus à une entité extrêmement large, et qui a pour nom « Amérique ». C'est bien au nom de cette identité d'appartenance que la supplique s'exprime. Au nom d'une identité sociétale, et, par exemple, pas au nom d'une « commune humanité » : non pas « *Are we human !?* » mais « *Are we American !?* » Au nom, donc, d'une identité citoyenne.

Et il faut alors marquer que le moment précis où s'enlève cette supplique fait plus et autre chose que de ramener une catégorie légitime – celle de la citoyenneté – à la conscience. Il la charge au passage d'un sens profond, et pour ainsi dire foncier. Il fait venir ce sens au temps même de son effondrement et, dans ce défaut cruel, en nommant sa perte, désigne aussi tout ce qui en fait le prix : qu'elle vaut comme un

pacte de protection (de co-immunité dirait Sloterdijk, 2011), celui-là même dont tout montre tragiquement qu'il a été trahi.

Ce sens-là habite tous ceux qui viennent de traverser l'épreuve de la catastrophe. « *The government failed us!* », clament-ils. « Il (nous) a failli », traduirait-on : il nous a manqués, nous a lâchés. Mais, si ce sens est omniprésent, on doit à la vérité ethnographique de dire qu'il ne se verbalisera que rarement en termes de « citoyenneté ». Notablement absent est ce cas de figure attendu où le rappel du sens que « Citoyens on l'est bien ! » suffirait à gonfler les voiles des combattants.

De fait, on notera que si le sens d'une carence des gouvernants à honorer le pacte citoyen est omniprésent, il s'exprimera selon deux modalités différentes qui auront pour effet commun d'estomper la prégnance pratique de son thème. Le « *Are we American?* » de la jeune femme noire, bien qu'il soit phrasé comme une question, sonne, on l'entend bien, comme le constat amer que non – comme noirs – ils ne le sont décidément pas, sinon de seconde zone. Mais cette stance flèche vers un problème états-unien bien plus ample et profond, dont Katrina n'offre qu'une énième illustration : soit le racisme enkysté de cette société, lourd passif aux effets toujours vivaces d'une nation qui s'est construite pendant près de deux siècles (avant la Déclaration d'Indépendance) sur des bases esclavagistes¹¹. Par différence, du côté de la population blanche de la ville, leur citoyenneté ils n'en doutent guère ; bien plutôt c'est le compte qui en a été tenu par ceux qu'ils avaient élus pour assurer leur protection qui constitue le scandale. C'est les pieds dans l'eau qu'ils remonteront au créneau et, s'il n'est pas exclu qu'ils enveloppent *in fine* leurs engagements dans l'idéal de la cité (et comme sa réincarnation), retrouver un (son) logis, le retaper, voilà l'urgence pratique qui ne saurait attendre un éventuel rafraîchissement des institutions citoyennes de la société. C'est cette tension-là, entre la disponibilité d'un motif et sa faible actualisation pratique que nous voudrions placer en fond de plan de notre réflexion sur les portées politiques des dynamiques de la reconstruction post-Katrina.

Trois mois plus tard, une autre femme noire se dressera, sur une autre scène publique, cette fois-ci face au maire de la ville : « Vous avez été élu pour nous protéger et vous nous abandonnez ! » Même supplique, même outrage face à l'abandon. Mais, cette fois-ci, sur cette scène de l'hôtel Sheraton où se tient un *town hall meeting*, une assemblée municipale, publique, où elle est entourée de centaines de citoyens qui, laborieusement, ont réussi à faire leur retour en ville. Et tous viennent de découvrir les grandes lignes du premier plan de reconstruction proposé par la ville (le plan dit BNOB pour *Bring New Orleans Back*). Une carte a circulé dans la presse¹², trouée de points verts, huit zones en pointillé, désignant les terrains devant retourner à l'état marécageux. Ces gens-là viennent de revenir, et voilà qu'on leur signifie, du moins pour ceux dont les domiciles sont dans ces zones, qu'ils sont désormais indésirables : « double peine », donc. Devant l'émotion considérable que le plan suscite, le maire aura tôt fait de le retirer¹³, des élections s'annonçant au printemps suivant. Mais plutôt que d'abattre les revenants, cette carte va dynamiser leur riposte. De fait un trait structurel sépare les populations en diaspora, piégées par la catastrophe, et la population qui découvre le BNOB. Celle-ci a bien commencé à effectuer son retour, mais ce retour s'est d'autant mieux accompli qu'il s'est accompagné de – *qu'il en est passé par* – l'émergence de formes d'organisation collectives. Il a été « coopéré », entre voisins notamment.

Entre la « mobilisation citoyenne » et le « chacun pour soi », il nous faut donc glisser la prolifération de ces faire collectifs qui, en un ou deux mois, ont « fabriqué » des collectifs, et des collectifs qui ne pré-existaient guère à ce moment du retour : une sorte – pour reprendre la formule de René Char – « d'héritage (de la catastrophe) précédé par aucun testament »¹⁴. Voilà donc de quoi réduire la tension évoquée ci-dessus [entre la disponibilité du motif citoyen et sa faible actualisation, *ndlr*].

On esquissera donc à grands traits ce processus de cristallisation progressive des « publics de la reconstruction », indiquant quelques

lignes de leur prise de consistance, mais pour s'interroger sur les ressorts et les limites de la persistance de ces publics et leur capacité à traduire en politiques spécifiées leurs engagements. Et c'est principalement autour de la question de la planification de la reconstruction de la ville que l'on tentera d'instruire ce dossier de la portée politique de ces agir collectifs.

I.2. LA NOUVELLE-ORLÉANS 2006-2009 : « UN SUPERBOWL DU PLANNING »¹⁵

I.2.1. L'EFFERVESCENCE PLANIFICATRICE ET SES PHYLUMS « GRASSROOTS »

À MÊME LE CHAOS, L'ÉMERGENCE DE PREMIERS GERMES DE PUBLICS : PLANCHES DE CONVERSATIONS, ÉQUIPEMENTS, FIGURES

La manière la plus directe de rendre tangible la poussée coopérative de ce temps des premiers retours est de les cadrer dans le caractère d'*esseulement* angoissant dans lequel ils s'effectuent. Le plus souvent dans la nuit d'une ville sans électricité, encombrée de détritux douteux, zébrée d'équipées mobiles, tantôt bienfaisantes (tournées de la Croix Rouge), tantôt redoutables (bandes dont la rumeur enfle les portées de désastre), tantôt l'on ne sait (la garde nationale). Le tout dans un univers chaotique. Un univers duquel l'orthogonalité semble avoir disparu : poteaux de guingois, maisons affaissées, voitures retournées ; le seul élément de régularité restant, nous confiera-t-on, étant, où que le regard se tourne et implacablement égale à elle-même, la ligne ocre du niveau maximal des eaux de l'inondation sur les murs des maisons. Mais un chaos moral aussi, où les conditions du « *basic trust* » se sont évaporées¹⁶ et dans lequel, par exemple, la réparation des toitures offre des boulevards pour des arnaques en tout genre, et des deux côtés des parties contractantes.

Dans les coulisses d'un meeting tenu fin juillet 2006 dans l'enceinte de l'église de Holy Angels, sur l'avenue Saint Claude dans le quartier de Bywater, nous pressons Nathan S. – qui tient là un des stands devant lesquels les citoyens en quête d'informations critiques font « noria » – de nous en dire plus sur les premiers jours post-catastrophe, entendu qu'il nous aura dit être rentré rapidement chez lui (c'est-à-dire dans les toutes premières semaines du mois de septembre – là où pour la majorité des citoyens ayant fait retour ceci a été une affaire de mois). « Comment cela a-t-il commencé ? », lui demandons-nous, le « cela » portant sur les premiers ferments d'organisation collective. Il réfléchit, fouille dans sa mémoire, et nous répond : « autour de feux », allumés au carrefour principal de son quartier (jouxant le quartier historique de Tremé). Au soir et dans la nuit, à palabrer. Le feu, explique-t-il, c'était la seule manière de... se protéger des nuées de mouches, pullulant dans l'atmosphère pestilentielle et toxique de la ville. (*Entretien, en sortie de meeting*)

Comment, de fait, faire public hors le train soutenu de conversations, fussent-elles à bâtons rompus, dans le bain nourricier desquelles se fomentent des lignes d'action. Cette considération peut bien être toute prosaïque, mais c'est parce qu'elle l'est que, du coup, on peut la généraliser et la faire valoir y compris pour le cercle, aussi nébuleux soit-il, des dirigeants¹⁷. En l'occurrence, comment donc planifier l'avenir de la ville quand les planificateurs ont, eux-mêmes, les pieds dans l'eau ? Si, pour revenir à la citation de William James, on pourra facilement ajouter à sa liste la levée « spontanée » de planificateurs subséquente à la catastrophe, on le fera d'autant plus que les planificateurs en titre (politiques, services techniques) auront eux-mêmes été dévastés dans la dévastation générale ; et pour la plupart des urbanistes, licenciés. Comment simplement se concerter entre responsables quand les domiciles de ces responsables sont eux-mêmes noyés et éventrés et l'accès au centre-ville ressemble à un parcours d'obstacles ?

L'équipe rapprochée du maire, Ray Nagin, va ainsi bivouaquer pendant une bonne première semaine au deuxième étage du Hyatt Hôtel : « bivouaquer », parce que pas d'eau potable (sinon en bouteilles), des sanitaires défectueux (l'eau des égouts, le système d'évacuation ayant craqué, étant rejetée directement dans le fleuve), et pas de douches possibles. Au troisième jour, autre rumeur, concernant cette fois le Superbowl, cette gigantesque arène couverte dédiée au football américain, où sont parqués près de 25 000 réfugiés. Ce Superbowl s'est transformé entre-temps, via les médias américains, en marmite infernale d'où remontent les pires histoires que l'on puisse imaginer : des viols, bien sûr, mais ici commis dans les toilettes et sur des enfants – des bébés. Des gangs qui imposent leurs lois. Une émeute qui s'y foment ? C'est en tout cas ce que colporte quelqu'un, s'il en est un de bien informé, à savoir le chef même du NOPD (New Orleans Police Department), Eddie Compass, lui-même membre de l'équipe du maire retranchée dans le grand hôtel. Or une passerelle permet de passer directement du stade à l'hôtel. D'où que – alerte rouge – en pleine nuit l'équipe, avec femmes et enfants, déménage, monte à pied les 25 étages qui les séparent du dernier et entreprend de s'y barricader ! Négocier, planifier ?... Pendant une bonne semaine (avant de faire retraite dans le Texas) le maire, faute de pouvoir se changer, étrennera le même polo jaune vanille. Outre qu'il est dévasté par ce qui s'est abattu sur la ville, le simple fait d'être et de se sentir sale suffira à ce qu'il sursoit à toute rencontre stratégique (lire avec des « puissants ») ; il renâcle¹⁸.

L'appui sur l'autre – cette fois dans les quartiers – est en effet extrêmement précieux, et le partage d'un même sort un bon adjuvant de fiabilité. Des tuyaux – dans les deux sens du terme – s'échangent, des camions et des bennes se prêtent, des générateurs électriques sont prélevés de leurs sites dédiés (grandes entreprises, offices municipaux) pour d'autant mieux s'offrir aux piratages des voisins de circonstance... C'est dans ce bain d'entraide primaire – et d'abord pour

faire face à une colossale corvée de nettoyage et sur le fond tonique d'un « retrouvons tous nos manches ! » – que vont se dégager progressivement des figures d'organiseurs qui vont, dans la foulée, acquérir un statut de « personnes publiques ». Ces organisateurs vont ainsi pallier à l'absence des secours sanitaires, comme dans le cas de l'essor des « *free clinics* »¹⁹, mais au plus simple et plus immédiat, il peut s'agir aussi de simples personnes capables de relayer aux particuliers les informations vitales quant aux proches dont ils n'ont plus de nouvelles (où sont-ils ? Sont-ils encore en vie ?), ceci dans un paysage dans lequel les réseaux techniques de communications ont failli. Elles le feront au départ via des *e-mails* mais, se trouvant vite submergées par l'intensité des trafics, elles ouvriront (quand, telle Denise Thorton de Lakeview, elles en ont la compétence) des sites dédiés où trouver les nouvelles des proches. Le Web est alors cet espace qui fait transiter de particuliers à particuliers (*mais aux yeux de tous*) les informations critiques, l'entraide entre proches s'y trouvant ainsi relevée par un tel agencement public ; soit l'ouverture d'un site et d'une « liste de messages de détresse » ouverte à tous (Shklovski *et al.*, 2010). De même, et au niveau du retour et du nettoyage, si des formes d'organisation naissent – par exemple pour la mise à disposition de bennes, voire de générateurs –, si elles élisent, d'abord de proche en proche, leurs bénéficiaires, elles n'en portent pas moins en puissance cette vocation publique : au sens où elles s'offriront aussi à des moins connus ; bref « au tout-venant ».

DE L'AUTO-ORGANISATION DES SECOURS À L'AUTO-ORGANISATION DES RETOURS

Maintenant, on gagne à plonger la valeur de ces « germes de publics » dans un autre bain d'incertitude plus diffus, mais à portée plus ample et non moins décisive. C'est qu'en effet le retour, pour ceux qui s'y résolvent (et qui sont propriétaires), vaut engagement, au sens trivial où ils y gagent leur avenir et les sommes considérables qui vont avec. La réussite de leur pari tient alors, et pour l'essentiel, aux autres, aux décisions de leurs voisins de naguère : si personne ne

revient, construire dans un désert n'a en effet aucun sens. Comment contacter ces autres et, dans l'autre sens, s'en rendre joignable ? Les sites où se quêtent et s'échangent des nouvelles sur les proches qu'on a perdus de vue étofferont cette fonction initiale d'une autre qui viendra s'y greffer tout naturellement, dans la mesure où, ce faisant, ils donneront *aussi* des nouvelles du (ou des) quartier(s) ; des « signes de vie » tangibles de ces quartiers et de la possibilité effective de leurs rebonds. Si l'on fait la biographie des multiples initiatives qui vont marquer la reconstruction, on trouvera le plus souvent à leur amorce, ces dispositifs de circulation d'informations vitales qui fonctionneront comme autant de chambres d'écho pour prendre le « pouls » du collectif : listes de discussion, mais surtout forums (les deux *on line*). Puis, au gré des retours (et *off line*), quand aucun local public n'est disponible, « maisons ouvertes » ou places de rencontre de fortune (par exemple tentes, églises, groupes scolaires vides d'élèves).

Cette montée progressive en organisation va être dramatisée (nous l'avons vu) par la publication du BNOB. Les quartiers visés par les sinistres « taches vertes » vont intensifier leurs efforts d'organisation des retours. Mais même le retrait du plan les incitera à poursuivre sur leur lancée. Il s'assortit en effet d'une condition : le 9 janvier 2006, le maire, tout en retirant son soutien au BNOB, n'accorde aux quartiers menacés qu'un délai de grâce – quarante jours initialement – pendant lequel, s'en remettant aux forces du marché, ils auront tout loisir de faire la preuve de leur viabilité et de leur attractivité, ajoutant qu'ils ne bénéficieront des raccordements aux réseaux publics que sous condition de densité minimale (au moins 50 % de retour)²⁰. Les enjeux sont donc fixés. Cinq jours plus tard, un chapiteau est monté, dans un des quartiers menacés, *Broadmoor*, au carrefour de ses deux avenues principales (*Napoleon* et *Claiborne*) : plus de 100 personnes assistent à ce premier meeting. Un premier document est rédigé et soumis à débats : une feuille de route décline la liste des différents comités thématiques à monter, programme l'échéancier sur quatre mois des meetings à tenir (culminant dans la rédaction d'un plan pour le quartier), et répartit les responsabilités principales²¹. On prélèvera

dans l'architecture intriquée de cet organigramme une ligne d'action dévolue à des « Bloc Capitaines » : ceux qui se chargeront, pâté de maisons par pâté de maison et sur un fond de plan cadastral, de faire l'enquête sur les intentions de retours des propriétaires ; soit qu'ils les contactent à partir des données administratives dont ils disposent, soit qu'ils organisent des rondes périodiques dans le quartier pour contacter qui est revenu et avec quelles intentions. Le tout stocké dans une base de données numérique alimentée en direct au gré de l'avancée de l'enquête (ceci avec l'appui technique d'étudiants de la Harvard Kennedy School of Government).

« JUSTIFIER L'EXISTENCE DU QUARTIER » : DE L'AUTO-ORGANISATION DES RETOURS À LA PLANIFICATION PARTICIPATIVE

La barre du défi du retour est alors placée un cran plus haut. Et très vite, et à l'échelle des quartiers, on va voir se développer des initiatives de nature à doter de cette double crédibilité (technique et de soutien populaire) les scénarios de ces retours. Le public en voie de constitution de ces quartiers se fait ainsi – en occupant l'espace *délaissé* par les autorités – planificateur. Cinq mois plus tard les premiers plans de quartiers font l'objet d'une première finalisation, en premier lieu à *Broadmoor* et à *Gentilly* ; des documents de 135 pages pour *Gentilly*, de 335 pages pour *Broadmoor* (et dans les deux cas des centaines de participants). Entre-temps, il faut imaginer un tissu serré de réunions, selon un pas de temps hebdomadaire, et une floraison de comités et sous-comités (chargés de définir, qui des politiques culturelles, qui, scolaires, urbanistiques, économiques...). Le tout dans une sorte d'éthique et d'esthétique du « *planning* », au sens aussi bien organisationnel qu'urbanistique du mot, dont un des témoins, lui-même « *urban planner* », nous dira qu'elles avaient pour valeur cruciale de lier les énergies. Dans le même ordre d'idées, un autre témoin de ce moment tempérera la portée de l'ironie, sinon les sarcasmes, visant cette compulsion à faire du « *planning* », la référant au chaos

ambiant et la dotant ainsi d'une valeur cathartique permettant d'estomper l'horizon de ce chaos.

Cette course de vitesse, parce que c'en est une, se fait alors en intégrant largement dans les collectifs toutes les compétences requises. Le flux du bénévolat, considérable, s'élargit alors en direction d'intervenants qualifiés, du côté des universités aussi bien que des urbanistes. Mais elle ouvre aussi une dynamique d'émulation et de contagion entre les quartiers²², prompts à « s'entre pirater » leurs accomplissements mutuels. Ainsi, en mai 2006, le responsable de l'association de quartier de *Mid City* s'étant procuré fin avril 2006 la version électronique du « brouillon de plan » de *Broadmoor*, la fait-il circuler début mai dans la « liste de discussion » ouverte par l'association ; fin mai ils se lancent à leur tour dans leur planning, multipliant les comités *ad hoc*, pour rendre enfin leurs « copies » au mois d'octobre suivant²³.

Au total, dès l'automne 2006, les premiers linéaments du New Orléans post-catastrophe s'esquissent et ils sont à mettre au compte des accomplissements des publics de quartiers (ceux de *Lakeview*, *Gentilly*, *Broadmoor*, *HolyCross*, *Holy Groove*, *Mid City*, *East New Orleans* et *ByWater*). Reste que ces plans sont des plans nés à l'échelle de ces quartiers, et que si leurs promoteurs auront le souci qu'ils soient pris en compte à l'échelle d'une planification proprement urbaine, aucun d'entre eux ne formule de préconisations à cette échelle englobante.

D'autres initiatives, cette fois à l'échelle de la ville vont prendre la relève, mais on marquera que, dans leurs travaux de diagnostics et de préconisation, elles se sentiront toutes tenues de marquer une déférence respectueuse par rapport à ces travaux pionniers, affirmant – les légitimant – qu'elles en endosseront les résultats.

I.2.2. « LE POLITIQUE » ET LES ENJEUX DE LA PLANIFICATION URBAINE

DES QUARTIERS À LA VILLE : L'ENTRÉE EN LICE DE NOUVELLES AGENCES PLANIFICATRICES ET LEUR OFFICIALISATION RÉSISTIBLE

Trois vagues planificatrices vont se succéder du printemps 2006 au printemps 2010. Et si les initiatives de quartier ne « s'autorisent que d'elles-mêmes », ces initiatives-là ne peuvent se concevoir sans l'obtention d'un blanc-seing quant à leur légitimité et leur autorité. Mais décerné par qui et sur quels critères ?

La première d'entre elles, le *Lambert Plan*, amorcée en avril 2006, peut se prévaloir du fait qu'elle est lancée par le *Conseil de la Ville* (le CC, pour *City Council*)²⁴, la branche législative du pouvoir municipal. Elle s'enlève en réaction différée à l'initiative de l'exécutif de la ville – le maire et son fameux BNOB : non seulement la question de savoir qui était « derrière » ce plan avait fait l'objet de bien des soupçons, mais, comme on l'a vu, le maire lui-même l'a fusillé en plein vol. Cependant, à peine lancée, cette initiative du CC va être critiquée d'un double point de vue. Technique, au sens où elle ne porte que sur les quartiers inondés (les *wet districts*, soit 50 sur les 73 subdivisions que compte la ville) et qu'ainsi elle échoue à satisfaire au critère d'une planification « *comprehensive* » ; mais socio-politique aussi, le *City Council* l'ayant confiée aux soins d'un urbaniste de Miami qu'il avait déjà dans ses cartons, faisant ainsi l'économie d'un appel d'offres public lancé en direction d'urbanistes qu'on pourrait supposer être plus qualifiés.

Les choses vont se préciser dès le mois de juin 2006, quand il devient plus clair que les porteurs de ces critiques en « publiquement bien-fondé » sont aussi les porteurs d'un nouveau projet, un « Plan Unifié pour la Nouvelle Orléans » (dit UNOP, pour *United New Orleans Plan*), « Unifié » visant aussi bien l'unité de la ville que l'unification des

plans dont elle est alors l'objet. Ce projet est porté par le secteur du « *non profit* » et des fondations. C'est le GNOF, « la Fondation pour un grand Nouvelle Orléans » (*Greater New Orleans Foundation*), qui en est le socle organisationnel, la fondation Rockefeller qui le finance (pour 3 millions de dollars) et Steve Bingler – architecte local de la firme Concordia, et qui a à son actif des réalisations urbanistiques de caractère social – qui en est la cheville ouvrière.

Né en dehors du périmètre institué des pouvoirs politiques locaux, le Plan UNOP va imposer sa crédibilité au titre de sa publicité, c'est-à-dire à la fois de la transparence de ses démarches, mais aussi de l'extension de son audience publique. C'est à ce prix qu'il va progressivement arracher son homologation politique et en venir, au début de l'année 2007, à être considéré, par la ville et par l'État de la Louisiane, comme le document sur la base duquel l'aide fédérale, ventilée en financements d'une liste de projets spécifiés, parviendra à la ville. Deux moments sont critiques à cet égard.

Le moment initial, où toutes les garanties de transparence se doivent d'être exhibées : appel d'offres ouvert au plus large à des équipes nationales (courant juin 2006), elles-mêmes évaluées par un jury (en juillet), lui-même représentatif de cet « état de l'art » national. Sur la lancée de quoi (un week-end fin juillet-début août), les 13 équipes sélectionnées plancheront dans un meeting surchauffé à *City Park*, devant les représentants des 73 districts de la ville regroupés en 13 super districts, le but du rassemblement étant que chaque quartier « recrute » son équipe d'urbanistes.

La tonalité de cette séance de départ est saisissante. Steve Bingler s'y recommande d'une démarche de démocratie directe, qu'il a d'autant moins de mal à assumer que, dit-il, « c'est cela ou rien ». Mais l'image du forum y fait bon ménage avec un autre format public, celui de la « foire » ou de la place du marché, sur lequel chacun vient faire ses courses, cherchant l'urbaniste le mieux ajusté à ses goûts : « *Ne ratez pas cette chance, lance Bingler à*

l'audience : aujourd'hui c'est vous les employeurs ! » Si la séance en laisse plus d'un perplexe (côté demande, les acquéreurs putatifs n'ont pas vraiment préparé leurs dossiers ; côté offre, il est difficile de faire la différence entre des projets qui redondent de généralités bien intentionnées), il reste qu'elle est néanmoins perçue comme un temps fort de mobilisation, ce moment d'effervescence où la ville aura été en présence d'elle-même et prête à agir son destin. (*Vignette extraite du journal de terrain*)

La suite sera plus délicate, les premiers meetings tenus à l'échelle de la ville étant peu peuplés (250 en septembre) et surtout par des représentants de classes aisées et blanches²⁵. Le deuxième moment (de fait un tournant) critique va s'opérer au printemps 2007 quand, comme le montre bien Abigail Williamson²⁶, les officiels – notamment ceux du *Conseil de la Ville* – vont « acheter » le processus à raison de sa visibilité publique, et ceci dans le sillage d'un troisième meeting d'UNOP, en décembre 2006, qui aura réuni plus de 2 500 participants, lesquels vont en outre se trouver en duplex avec des membres de la diaspora de Katrina (à Houston, Baton Rouge et Atlanta et dans près de 40 autres villes)²⁷. C'est à une organisation spécialisée sur le créneau de l'*e-démocratie* que l'on devra le montage de cet événement public : « *America Speaks* ».

Si donc l'homologation politique de ces processus met du temps à prendre corps, on notera avec intérêt que « les politiques », (en l'occurrence les membres du Conseil de la Ville) ne « voteront » en faveur de cette dynamique qu'après avoir pris acte de l'ampleur publique de ces initiatives. On relèvera également le fait que, très largement, les publics qui vont peupler ces meetings planificateurs sont constitués de membres de ces publics que nous avons décrits plus haut : ils se sont déplacés des quartiers à la ville, ne serait-ce que pour veiller au grain.

**À BONNE DISTANCE DES PERCÉES PLANIFICATRICES,
UNE POLITIQUE MUNICIPALE DES « COUPS PARTIS » :
L'AFFAIRE DE « CHARITY HOSPITAL » (OU « LSU/VA »)**

Des initiatives parties des quartiers, et reprises par le politique ? On pourrait conclure à une opération de récupération bien réussie. On voudrait montrer pourtant en quoi l'invocation de cette sorte d'oscillateur critique (subversion/récupération et pas de troisième voie) est bien mal ajustée pour décrire ce qui se passe.

Tout d'abord rabattre le processus décrit sur une opération de récupération ne vaudrait son pesant de potentiel critique que s'il était asserté que cette récupération conduise au pire. Or, dans la Nouvelle Orléans post-Katrina, de funestes destins (qui ont leurs propagandistes) s'envisagent concurremment, par exemple celui de transformer la ville en un nouveau Disneyland. Les promoteurs de ces projets auraient-ils avancé cette cause que « les politiques » (et notamment la municipalité) se seraient empressés de la récupérer ! Il y a donc récupération *et* récupération : toutes ne se valant pas. Ensuite, le schème de la récupération a pour effet de transformer les accomplissements des publics mobilisés, non moins que le renforcement de l'éthos public qui les a nourris, en un simple jeu de dupes, dans lequel – les innocents ! – des acteurs croyant s'être mis à leurs propres comptes n'auront fait que de travailler pour des puissances aussi mal-faisantes qu'opaques : la preuve, refermant le jeu de l'oscillateur critique sur lui-même : ils auront *in fine* échoué à subvertir le système (le reste, le solde de leurs luttes, le retour de la ville, important peu).

Nous reviendrons plus bas sur ce thème de la subversion comme constituant la métrique obligée des évaluations quant à la portée politique des engagements d'acteurs. Mais, auparavant, une autre manière de desserrer l'étau récupération/subversion est – prenant précisément du recul par rapport au chantier planificateur – de considérer que celui-ci n'est qu'un des multiples chantiers sur lesquels « politiques » et « publics » s'affairent. Ainsi ceux de l'éducation (avec

la crise de l'école publique, se soldant par leur quasi-fermeture), de la santé (avec l'effondrement post-Katrina des infrastructures sanitaires et particulièrement des soins psychiatriques), de la sécurité et de la réforme de la police... En ajoutant à ceci que les aires d'évolution des « politiques » les mènent à distance de la ville, du côté des instances supérieures de gouvernement où se jouent notamment la possibilité de décrocher des aides. Autant d'enceintes, à Baton Rouge, dans les coursives de la gouvernance de l'État de la Louisiane, aussi bien qu'à Washington, dans celles du Congrès Fédéral, où ils se produisent sans guère de « publics » pour les accompagner, ceci inhibant d'autant moins leur vocation à en être les représentants. On a donc là, en principe, deux types de scènes et/ou d'arènes bien distinctes. Ce qui n'empêche pas, comme on va s'y attarder, que ce qui se passe sur les unes ne vienne à éclabousser ce qui se passe sur les autres.

On l'a dit – on y revient – les initiatives de planification participative, amorcées à l'échelle des quartiers, se sont développées largement dans les « délaissés »²⁸ de l'action publique. C'est très clair pour la ville même, dont le staff du CPC (*City Planning Commission*), l'Agence planificatrice de la Ville, a été démantelé post-Katrina (passant de 32 à 7). En substance, la ville se retire du jeu planificateur et laisse cela à d'autres, dans une attitude un peu condescendante²⁹. Cette distance, sinon du personnel municipal du moins de son maire, Ray Nagin, par rapport à ce qui se passe sur les nouvelles scènes publiques qui ont éclos, se manifeste par exemple dans une sorte de « service minimum » : le maire se contentant, vers la fin de meetings, de serrer quelques paluches, comme en tournée électorale, et se gardant bien de donner le sentiment qu'il serait pour quelque chose dans ce qui se passe.

Ainsi, du premier meeting auquel nous assistons fin juillet 2006, celui où nous avons pris langue avec Nathan S., lequel meeting, s'il s'est ouvert par une prière de l'architecte afro-américain chargé de présenter et soumettre à discussion les plans qu'il a dans ses cartons, se clôt par l'apparition inopinée du maire,

revêtu de son iconique polo jaune vanille ; un polo à manches courtes faisant valoir les biceps du monsieur. Mais cette fois-ci un polo dûment lavé et repassé, dans lequel – cela se sent – il semble enfin parfaitement à son avantage. (*Vignette extraite du journal de terrain*)

Mais cette indifférence, quoiqu'affable et polie, se manifestera en d'autres occasions sous des formes plus discutables. Ainsi de la décision de la ville, rendossant ses habits de « prestataire de services publics », de lancer une vaste campagne de récurage (*gutting*) des maisons sinistrées, *sans même réaliser* que pour une grande part le travail avait déjà été accompli par les dits « *organizers* » (de quartiers aussi bien que d'associations nationales comme ACORN)³⁰.

Surtout, elle n'empêchera pas une incursion « par la bande » et néanmoins disruptive dans le *turf* même des planificateurs de la reconstruction (profanes et/ou experts, on le répète). Or le motif de cette incursion découle de négociations que Ray Nagin, le maire, a su mener dans les sphères officielles que nous venons de mentionner. D'où il est revenu après avoir « emporté le morceau » concernant un projet de nature à peser lourd dans le rétablissement économique de la ville : celui de maintenir sur la ville le « V.A. », *Veteran Administration Hospital*, l'Hôpital des Anciens Combattants, alors même qu'il était question de sa délocalisation du côté de la Floride – mais sous condition de le refaire entièrement. Cependant que dans le « paquet » de ce projet et comme condition dirimante s'ajoute un élément clef : ce nouveau V.A. se devra (économie d'agglomération) d'être jouté à la construction d'un hôpital flambant neuf dont la construction simultanée sera confiée à LSU, l'Université de la Louisiane, avec comme visée pour celle-ci – profitant de l'effet (d'aubaine) Katrina – de conforter l'emprise de son complexe hospitalo-universitaire.

Or, d'une part, l'avancée de ce projet s'est faite en toute opacité. On en apprendra les tenants et les aboutissants qu'un an plus tard : un « MOU », traduire un Mémoire d'Entente Préalable (*Memorandum*

of Understanding), découvrira-t-on, aura été signé (en 2007) entre les parties prenantes de ce projet, dont le texte ne sera rendu public qu'en 2008. D'autre part, cette tactique du *done deal*, en langage d'urbanistes du « coup parti », prendra tout son sens à la lumière du contenu du projet et de sa portée dévastatrice : il n'y s'agit de rien de moins que de l'arrêt de mort de l'hôpital public de la ville, l'hôpital de la Charité. Cette portée dévastatrice tient d'abord à ce que *Charity Hospital* était de longue date (67 ans) un des emblèmes majeurs de l'identité nouvelle orléanaise³¹, et particulièrement pour sa composante Afro-Américaine : « Je suis un bébé Charité ! » (*I am a Charity baby!*) scandent et arborent sur leurs tee-shirts les manifestants qui, en riposte, défilent dans les rues autour de l'Hôpital ; un « bébé Charité », parce que c'est là que je suis, que nous sommes, né(s). Sur tous ces points on se référera avec profit à ce qu'en a écrit Anne M. Lovell (2011a, 2011b, 2014). Nul doute que dans le tableau de l'évolution sociopolitique de la Nouvelle Orléans post-Katrina la fin de cet établissement marque un tournant majeur. Mais cette portée socialement dévastatrice se double aussi d'une trouée catastrophique dans le registre même de la planification urbaine. *Charity Hospital* jouxte en effet l'hypercentre de la ville (le CBD, pour *Central Business District*). Le nouveau complexe hospitalier va se développer un peu plus loin, préemptant une bonne dizaine d'hectares, non seulement rasant un quartier entier, mais un quartier où plus de deux cents ménages venaient de traverser et de surmonter les épreuves de leur retour. Tout ceci pour développer en lieu et place de ce quartier cœur de ville un environnement suburbain tout nappé de parkings. Cependant que la tour Art Déco de l'hôpital historique, du haut de ses trente étages flamboyants exhibera sa déshérence inéluctable et, qu'au sol, comme il en est de tout espace portant les stigmates de l'abandon, sauve qui peut la vie urbaine³² ! Les urbanistes de l'agence en charge du plan directeur de la ville s'en trouveront consternés³³...

Si, donc, les élus politiques ont laissé les coudées franches aux nouveaux publics dans certains domaines de la reconstruction de la ville, on sent bien qu'à fixer le cadran de « l'oscillateur critique »

évoqué ci-dessus, à se demander si sa flèche va pencher côté subversion ou coté récupération, on risque de passer à côté de ce qui se passe de substantiel *entre* « politiques » et « publics » dans le NOLA post-Katrina. On proposera de parler, de manière plus neutre, d'une *réalité en tension*, entre politiques publiques et « politiques du public » telles qu'elles se déploient dans les arènes publiques que la vie citadine multiplie.

Reste que, bien que les agir de ces deux types d'acteurs publics se déploient à partir de sites d'affairement disjoints, leurs effets se répercutent sur une surface qui est la même : celle de la ville à laquelle ils appartiennent. Surtout, la *poussée* planificatrice continue des publics de la reconstruction – cette poussée issue des initiatives de quartiers et « continuée » d'avoir vu ses préconisations ratifiées par la relève des agences urbanistiques – n'en est pas moins toute tendue à forger *la traduction institutionnelle* des solutions qu'après enquête ces publics auront élues comme critiques. Il y va ici de ce que, selon la logique du Dewey du *Public et ses problèmes*, un public veut et cherche *in fine* à obtenir : que les solutions qu'il avance soient relevées par (et garanties dans) des dispositions à instituer (y compris la nomination d'un personnel dédié à les mettre en œuvre) ; qu'elles inscrivent donc leurs différences dans les registres institutionnels de la ville. Or, dans ce paysage, le *Master Plan*, ou Plan Directeur de la ville, est l'outil juridique de nature à valider de telles prétentions. L'élaboration de ce document princeps va ainsi constituer le terrain où les lignes d'engagements de nos différents acteurs publics (« officiels » ou « profanes ») auront à croiser leurs effets. « Le terrain » ? De fait un *théâtre* – battant son plein, de 2008 à 2010, au long d'une séquence de plusieurs centaines de meetings publics –, c'est-à-dire un chapelet de scènes où les deux types d'acteurs se doivent de *composer leurs présences*, ceci dans des dramaturgies de circonstance. Pour son caractère théâtral, le suivi de cette séquence autorise donc, en vérité nécessaire, que, s'agissant de la prise de poids institutionnel des publics de la reconstruction, on prête alors attention à ce qu'il en est de *leur « main » sur ces dramaturgies*.

I.2.3. LE MASTER PLAN : QUAND « OFFICIELS » ET « PUBLICS » FOULENT LE MÊME SOL ; APPROCHE DRAMATURGIQUE, FENÊTRES MICRO SOCIOLOGIQUES

Pourtant, avant d'ouvrir ces fenêtres, et pour mieux contrôler les éléments d'analyse à tirer de ce qui se passe sur les tréteaux de ce théâtre, il faut dire un mot du processus qui a amené à leur montage : dire en particulier quels en ont été et seront les acteurs et faire ressortir qu'il y va là d'un déplacement institutionnel significatif et, on le verra, *critique*. L'acteur clef de l'élaboration de ce plan directeur n'est autre que la CPC, l'Agence planificatrice de la ville. Or l'attribution de ce rôle prépondérant ne va pas de soi, ni en fait, ni en droit.

QUELS TRÉTEAUX : MONTÉS PAR QUI ET POUR QUELS TYPES DE FIGURATIONS PUBLIQUES ?

« En fait », nous avons évoqué en quoi cette agence a été littéralement torpillée par le maire (ses effectifs passant de 32 personnes à 7) ; en quoi elle s'est ainsi trouvée évincée, privée de voix et de pesée dans tous les débats publics post-catastrophe. Pourtant, en théorie, il se trouve que c'est elle qui a la main quand il s'agit d'instruire et de rédiger le *Master Plan* : ce mandat est le sien, catastrophe ou pas. De fait, l'Agence s'était attelée à cette tâche depuis les années 1990, Katrina survenant au mitan de ce *work in progress*. C'est du fond de cet « en cours » qu'elle³⁴ va alors se proposer d'« héberger » les contributions des différents essors planificateurs, constituant ainsi leurs apports successifs comme autant de maillons critiques dans l'élaboration du Plan directeur dont la ville, sa municipalité, (se) doit (de) se munir. Ce recadrage sera perçu favorablement par les urbanistes et participants des différentes vagues planificatrices dans la mesure – « *Real politik* » – où l'exercice planificateur est à la fois conditionné à l'obtention de subsides pour le mener à bien, et destiné, par la qualité de son travail, à en justifier l'obtention d'autres (Olshansky *et al.*, 2008). La dimension de garant officiel qu'apportera la tutelle de l'Agence

sera ainsi appréciée par les initiateurs de l'UNOP qui exciperont de son concours dès leur tour de table initial (2006). Elle aura tout autant de valeur en direction des instances supérieures (le fédéral, mais via l'État de Louisiane et sa LRA – *Louisiana Recovery Authority*) censées traduire les documents reçus en autant de lignes budgétaires pour financer des listes de projets bien construits.

Mais, d'un autre côté, « en droit », celui des prérogatives traditionnellement dévolues aux pouvoirs locaux, cette montée en puissance de la CPC fera-t-elle ombrage. S'y lisant un *transfert de compétences*³⁵ passant des sept élus du Conseil de la Ville (CC) à son Agence planificatrice, au point que ces élus feront valoir qu'un tel recadrage suppose un amendement à la *Charte de la Ville* (espérant quant à eux qu'il soit retoqué) et donc un vote des habitants de la ville sur la question. Ce vote sur la Charte sera ainsi soumis à la population, le 4 novembre 2008, parmi d'autres votes à accomplir (le plus conséquent d'entre eux portant sur l'élection d'Obama). Il se conclura à une courte majorité ratifiant l'amendement et les nouveaux droits qu'il confère à l'Agence vis-à-vis du Conseil de la Ville, non moins que le devoir qu'à cette Agence d'incorporer les « conseils de quartier » dans la fabrique des documents princeps.

Ainsi, si le maire a mis quasiment à la porte les employés de l'Agence planificatrice de la ville (la CPC), la mission en cours de la fabrique d'un « plan directeur » autorisera les personnels restant de l'agence à une entrée par la fenêtre, leur permettant de recoller avec l'effervescence planificatrice qui a saisi la ville en ses différents quartiers³⁶. Concrètement la CPC lancera début 2008 un appel à contribution à cet effet (finaliser un Plan directeur à l'horizon 2011) auprès d'agences nationales d'urbanistes, au critère qu'elles se sont *fortement investi* dans le programme UNOP : 13 districts, autant d'équipes ayant mené entre 2006 et 2007 des réunions intensives avec les publics locaux – compter quatre ateliers par districts au gré des allers et retours entre propositions, analyses, corrections pour mieux décanter des lignes d'action probantes. L'agence Goody Clancy de Boston,

financée à hauteur de 2 millions de dollars, héritera de la mission. Ce faisant elle aura, d'une main, à faire vivre l'héritage d'exercices planificateurs nés à distance des institutions et, de l'autre, à en amener à bon port les acquis critiques de sorte qu'ils fassent institution.

QUEL CHORÉGRAPHE POUR ORGANISER LE BALLET DES DIVERS TYPES DE FIGURANTS PUBLICS ?

Ce cadrage d'amont (« macro », si l'on veut) donne donc une idée de ce qui va se jouer entre les divers figurants évoluant sur les scènes des différents meetings du *Master Plan*. Il offre ainsi un *principe de perspicacité* pour entrer dans le vrac des situations à observer. Mais, tout uniment (et réciproquement) confère-t-il tout son *prix* à l'approche en plans serrés, typique de l'analyse micro. Dans ce qui suit, notre analyse passe ainsi en mode « micro » et, en un sens, elle est parfaitement affine à l'approche développée par Mathieu Berger (2015), sur des scènes similaires de « démocratie participative » ; elles, saisies aussi bien aux États-Unis (Los Angeles) qu'en Europe (Belgique). S'y partage notamment le même outillage micro analytique d'inspiration goffmanienne. Si bien que c'est du fond de cette *même* inspiration que l'on peut mieux pointer les différences entre les scènes semblablement « auscultées ». Le pivot autour duquel tourne cette différence tient à ce que le « scope » des analyses de Mathieu Berger porte sur des situations qui se laissent bien lire selon une tension entre mainmise des organisateurs et « part maudite » des publics rameutés³⁷. Or, dans le fil de ce qui précède, on saisira que ce cadrage s'inscrit en porte-à-faux par rapport à « ce qui se passe » ou « qui est en cours » et *en jeu* sur nos scènes : pour la raison que, sur nos scènes, l'organisateur qui convie les publics se veut lui-même l'émanation ou l'héritier de publics précédemment convoqués.

Un point clef est ici que la trame organisatrice de ces « occasions sociales » (pour user d'un langage goffmanien) *reconduit* pour l'essentiel celle des scènes sauvages de planification participative dans les quartiers. Une trame peaufinée par les successives équipes

d'urbanistes, dont celle de l'agence Goody Clancy, désormais « aux manettes » de la finalisation du Plan directeur.

Ce qu'on pourrait appeler une ingénierie de la démocratie y prévaut. Tout d'abord au sens minimal où le souci des organisateurs est de recueillir et de faire droit aux « *inputs* » de la communauté. Mais tout autant en un sens plus fort – et par excellence *pragmatiste* – dans la mesure où la sollicitation des « pensées » du public y est indissociable de leurs mises à l'épreuve en termes de solutions *actives* à explorer. *L'instrument cartographique* y est souvent le médium de cette métabolisation. Cela peut se voir quand il est demandé aux membres du public participant d'apposer sur un plan leurs choix de localisation de tel ou tel type d'activités jugées souhaitables. On les aura munis de gommettes, de couleurs différentes selon les fonctions urbaines (« civiques », « culturelles », résidentielles, commerciales – de proximité ou centrales) que remplissent ces types d'activité. Outre que les membres y apprennent les rudiments du langage urbanistique, du fait qu'ils discutent entre eux (le plus souvent par « tablées ») les conséquences pratiques de leurs choix, ils s'y mettent en position discursive d'affiner leurs prises pratiques sur leurs problèmes et les moyens de les résoudre. Ces « briques élémentaires » de propositions sont ensuite confrontées les unes aux autres par les urbanistes maîtres d'œuvre, qui en font la synthèse, en présentent les contradictions et tensions *conséquentes* et réitèrent l'exercice dans une étape supplémentaire (et ainsi de suite). Cependant qu'au cœur de ces dispositifs prévaut le souci majeur de favoriser l'expression (démocratique) de tous et de *chacun*, ceci en apprêtant, en amont de la séquence, les lignes d'entrée des participants.

Au plus court, cet apprêt s'ouvre dès le franchissement du seuil de l'arène : tout groupe d'accointances qui y accède s'y trouvant scindé, affublé que chacun de ses membres aura été d'un badge comportant nom et adresse ainsi qu'un chiffre distinct pour chacun. Ce chiffre correspond au numéro d'une tablee (de discussion) ; en conséquence les membres du groupe se

retrouvent dispersés dans l'arène, et l'univers de tablées qui la strie³⁸. En chacune des tables, les participants sont accueillis par un facilitateur qui rappelle les « règles constitutives » (les *ground rules*) – foncièrement civiles – qui doivent présider aux échanges et qui les invitent à se présenter. Outre carte et gommettes, ils trouvent à leur disposition post-it aussi bien que crayons pour les remplir³⁹. (*Notes de terrain ; meeting Plan Directeur du printemps 2008 dans le quartier de East New Orleans à l'église San Maria Goretti*)

Dans tout ce qui précède il est évidemment question d'idéalité normative et déplier ce patron protocolaire ne signifie certes pas que ces idéaux soient forcément au rendez-vous⁴⁰. Il n'empêche que d'un point de vue strictement ethnographique il importe d'asserter la prégnance remarquable de ce patron-là, imprimant les lignes de ses protocoles sur des centaines de meetings. Lui, en tout cas, qui constitue le fond de plan des scènes que nous avons observées.

ZOOM IN : DES « POLITIQUES » PRIS AU TAMIS DES INTERACTIONS PARTICIPATIVES : SCÉNOGRAPHIE DE TROIS MOMENTS CRITIQUES

a) Le premier de ces moments a pour cadre un meeting se déroulant dans le *Lower 9th* au printemps 2008. Ce soir-là, ce meeting est ouvert par l'élue au Conseil de la Ville du district (le 6^e) dans lequel se situe le meeting. De fait c'est elle, Cynthia Willard Lewis, qui assure cette ouverture. Elle le fait à la manière flamboyante qui est la sienne, mais qui est là d'autant plus appropriée que son intervention liminaire consiste à tresser une couronne de lauriers aux valeureux urbanistes pour le « travail acharné qu'ils mènent pour le bien-être de la population ». Et c'est bien du haut de sa grandeur publique légitime qu'elle peut se permettre, se répandant d'éloges à leur sujet, d'en faire bénéficier ces urbanistes ; ceci non sans les cadrer au passage et *ipso facto* comme ses *protégés* d'un soir. On retrouve ici un des éléments d'analyse bien dégagé par Mathieu Berger (2015) sur la convocation

de la dimension *cérémonielle* pour faire tenir des événements participatifs : Cynthia Willard Lewis aura drapé l'événement de son *numen* pour mieux le transférer à tous les protagonistes. Mais cette intervention cérémonielle est d'autant plus saillante qu'elle va être suivie par une *disparition* totale dans le jeu public qui va s'ouvrir ; plutôt, donc, une « apparition ». Ayant intronisé, sacralisé l'événement, elle reste sur ses bords bien qu'elle vienne de l'ouvrir, campant sur ce que Goffman (1974/1991) appellerait le *rim*, la bordure extérieure de la situation. Elle s'efface aussitôt, laissant ainsi les clefs des déroulements à suivre à leurs véritables « MC », aux Maîtres d'une cérémonie, dira-t-on, plus prosaïque : le ballet des « *break out groups* », des tablées, des gommettes, des facilitateurs se met en place ; l'élue n'en sera pas, bien qu'elle demeure dans ses parages. Sans doute la difficulté à troquer une position énonciative la situant sur les hauteurs pour une autre qui la ramènerait sur terre explique-t-elle cette abstention⁴¹.

Cependant que le déroulé de la soirée va rendre palpable cette tension entre participer au jeu et s'en tenir à l'écart. C'est que, comme relevé là encore par Mathieu Berger, la soirée va se clore sur l'épisode rituel des questions adressées à la salle entière : une sorte de « voiture-balai » discursif pour éclopés du parcours participatif. Or cet épisode sera fourni en récriminations de toute sorte et l'ambiance y sera chaude. Pour l'essentiel, la critique frontale portera moins sur la procédure urbanistique que sur son peu d'enjeu par rapport au véritable problème, resté à ce jour sans solution, qui est que le quartier a incomparablement plus souffert que les autres et qu'il a incomparablement moins reçu que ces autres. Bref l'équilibre d'un développement urbain est bel et bon mais l'exercice a quelque chose de dérisoire, « d'enfantin »⁴², par rapport aux véritables urgences. Pourtant, bien que cette disqualification foncière mette les urbanistes sur la sellette on ne surprendra de leur part aucune de ces parades manifestant une *démo phobie* sous-jacente.

Il arrive bien que nombre de ces objections soient délivrées sous la forme « tirade », une forme dont la ponctuation gestuelle se manifeste

souvent par une pirouette finale du locuteur, se retournant vers la salle et tournant ainsi *ostensiblement* le dos à ceux à qui il s'est néanmoins adressé ; la « tribune » pourtant n'en prendra pas ombrage, ses secrétaires prenant même des notes. De même certaines des interventions du type à déplacer le problème – par exemple celle de Patricia Jones⁴³, – pointent de véritables questions qui seront reçues, quoique hors champ Plan directeur, pour leur valeur propre. Ainsi de la question cruciale qui porte sur le fait que les aides accordées pour la réparation des dommages aux habitations (le *Road Home Program*) sont indexées sur la valeur d'échange (de revente) de ces habitations et non sur les coûts nécessaires pour en restituer la simple valeur d'usage domiciliaire⁴⁴. Au bilan, si la trame participative, pour le serré de son calibrage, se trouvera contestée dans les débats pour l'étroitesse de ses objets, il n'en restera pas moins que le souci d'assurer le suivi de son protocole par une assistance *fournie* aura ouvert l'espace pour que s'y mènent des débats sur des thématiques élargies ; de s'exfiltrer ainsi du module des « tablées » imposées pour passer ainsi au modèle révérend dans le *New Orleans* de l'époque : celui de multiplier les connexions entre les « tables de conversation ».

C'est, au fond, pour y revenir, surtout pour Cynthia Willard Lewis, que la situation s'avérera inconfortable. En effet ses électeurs s'en prenant aux MC de l'événement, l'auront fait en leur objectant des analyses qui auraient mérité rebonds de sa part : elles émanaient de ceux qu'elle représente ; elles étaient de plus articulées. Mais, à le faire, c'eût été alors rejoindre le front d'attaques contre ses « protégés d'un soir ». Ainsi s'abstiendra-t-elle, son silence radio en devenant alors assourdissant.

b) Par glissement, on peut passer de ce premier cas de figure à un second dans lequel ce seront cette fois deux « officiels publics » qu'on verra entrer dans la danse collective. On le fera sans changer de lieu – la scène se passe également dans les halls de la *Martin Luther King School* – mais en changeant de saison, sautant d'une soirée d'avril à une autre de fin octobre (toujours en 2008). On y retrouve Cynthia

Willard Lewis, y rééditant son intronisation cérémonielle, mais on y détectera aussi la présence d'un autre officiel, un autre élu, en l'occurrence un sénateur de l'État de la Louisiane. En vérité on mettra un certain temps à le repérer comme tel pour autant que, pris dans le champ de nos caméras, c'est en tant que « simple » facilitateur d'une de la douzaine de tablées de discussions que nous aurons commencé à filmer ses évolutions. Hors caméra, cependant, et dans cet espace de circulation « entre tablées » où nous sommes libres de croiser différents acteurs qu'on pourrait qualifier de superviseurs (ainsi de responsables associatifs, journalistes, outre le staff du cabinet Goody Clancy), nous en apprendrons plus sur le *pedigree* de ce facilitateur : un officiel politique, donc, et non des moindres puisqu'il – Edwin R. Murray – est sénateur de l'État de Louisiane (mais pour le district n°4 de la ville). Et, tout autant que la livraison de cette « nouvelle », importera alors le ton d'inquiétude selon laquelle elle nous sera transmise. Les organisateurs – qui ne sont pas sans savoir qui il est – n'avaient aucun titre pour l'évincer du jeu et de fait il remplira parfaitement sa mission, faisant fidèlement la synthèse des discussions de sa table ; il n'empêche qu'ils sont sur les dents. Or cette mission est intrinsèquement tendue puisqu'elle l'oblige à effacer ou neutraliser toute position qu'il pourrait avoir sur les sujets débattus alors même que, comme élu politique, il est censé chercher à les faire partager. Plutôt que de rester « entre deux chaises » comme l'avait fait Cynthia Willard Lewis, il choisit là de se défaire de sa défroque officielle pour entrer, *incognito*, dans le ballet participatif tel que réglé par l'Agence d'urbanisme. Mais dans quel but ? Au gré de nos circulations « entre tablées », et de ce qui s'y délivre de confidences latérales, nous cernerons mieux le motif de l'inquiétude des organisateurs. Edwin Murray est en effet un des opposants à l'amendement de la Charte de la Ville qui conférerait plein pouvoir à l'Agence planificatrice de la ville, rognant ainsi sur ses pouvoirs d'élu. De là à ce que l'équipe de Goody Clancy recadre sa visite comme un *test* (en interne) du sérieux de la trame participative qui préside à l'élaboration du Plan directeur. Dans la foulée, nous apprendrons, toujours en temps réel, que, pour ce qui est de Cynthia Willard Lewis, elle

aussi émet en coulisse des doutes sur ce sérieux ; au point que, dans l'hypothèse d'un maintien de la Charte telle quelle, elle serait favorable à l'organisation d'un référendum de nature à annuler dans la simplicité d'une réponse des mois d'efforts et de mobilisation collective. Au reste, le vote sur l'amendement de la Charte est prévu pour le 4 novembre ; nous sommes ce soir-là le 19 octobre. Aussi bien plantés que semblent être les tréteaux de la participation publique, on saisit alors que leur sol en est mouvant, la partie politique qui s'y joue en sous-main étant loin d'être gagnée.

c) On peut ensuite, par un dernier glissement, passer à un troisième cas de figure dans lequel on tamisera l'opposition entre « officiels publics » et publics participatifs en insérant une catégorie intermédiaire qui est celle de membres de public, sinon « officiels » du moins *mandatés* en engagements publics – au premier chef des membres d'organisations militantes. Dans le cadre du déroulé des meetings instruisant le Plan directeur, il en est un qui se tient le 24 avril 2008 concernant le quartier dit MCNO (pour *Mid City New Orleans*) où cette catégorie d'acteurs politiques va particulièrement se manifester. C'est en effet dans le périmètre de ce quartier que se situe le projet controversé de l'hôpital LSU/VA.

Ici le politique officiel n'est représenté que par le délégué politique du Conseil de la Ville à l'Agence planificatrice de la Ville⁴⁵ : au plus direct, il est « l'œil » de ce conseil sur cette agence ; « *watching* », surveillant donc agence non moins que public. De fait, tout du long de la séance, il se tiendra prudemment dans l'ombre du grand écran sur lequel sont projetés plans du quartier et PowerPoint des urbanistes. Il n'en ressortira que pour clôturer (clip n°4) *in extremis* la soirée, se contentant, sous les quolibets de l'audience, de remercier les présents « pour l'effort généreux qu'ils ont consenti pour y assister ». C'est Mary Maines (numéro 2 de l'agence *Goody Clancy*) que l'on voit ouvrir la session (clip n°2), assertant (sur fond de PowerPoint) qu'il *est bien entendu* que le rectangle orangé, qui figure (en bas et à gauche) du périmètre du quartier, est *hors sujet*, sous-entendu que les

conclusions du meeting, ne pouvant porter sur cette zone, ne pourront valoir comme agrément de ce qui y est projeté. Le camp adverse – les militants pour la réouverture de l'ancien hôpital⁴⁶, ce qui ne les empêche pas d'être aussi habitants du quartier – occupe donc l'espace. Mais ils vont, dans un premier temps, se plier eux aussi (et patiemment !) aux règles du jeu (on peut les voir, chacun à leurs différentes « tabléés », jongler avec leurs gommettes, les apposant sur tel ou tel carrefour), s'y effaçant donc comme porteurs vocaux de leur cause. Mais au moment du débat récapitulatif, quand ils exprimeront ces causes de manière très articulée et véhémence, ce sera au nom même des règles du débat public auxquelles ils se sont *ostensiblement* pliés. Ainsi d'une intervenante disant : « nous avons obéi à vos règles, c'est vous-mêmes qui n'êtes pas à la hauteur » (vidéo n°3). Ou bien, puisque le jeu est de changer démocratiquement les « couleurs » du *zoning* proposé, « pourquoi ne peut-on pas changer ici les couleurs de cette zone-là ! ? » (Ce grisé qui signe l'emprise foncière du futur hôpital.) Bref, l'arène publique offre ici l'opportunité de faire avancer la cause d'un combat politique en cours. Ces militants endossent d'autant plus l'ethos public qu'à la dénonciation « en contenu » du projet hospitalier de la ville, ils peuvent alors ajouter celle du caractère manœuvrier de ses promoteurs. En d'autres termes, ils se sont pliés aux astreintes du jeu participatif, et c'est depuis l'intérieur de ce « là » qu'ils peuvent d'autant mieux dénoncer le caractère illégitime de ce projet félon.

On gagnera ici encore à avoir recours à l'analytique goffmanienne en spécifiant ces astreintes comme portant sur des contraintes de *footing* (Goffman, 1981/1987), c'est-à-dire de manières de se placer ou de se camper (soi et ses propos) dans le cadre d'une situation. Ainsi, si nous avons vu en quoi elles contraignaient les officiels, littéralement, à y « marcher sur des œufs », nous voyons là des militants en user pour la position ou le pouvoir d'interpellation que ce *footing* leur délivre. C'est que ces règles sur lesquelles ils ont aligné leurs pas (qu'ils ont gestuellement incorporées) leur permettent alors de colporter l'ethos public même qui soutient ces « jeux de jambes ». Dans un raccourci – on l'assumera, poétique ! – celui-ci serait le vent de leurs semelles.

En épilogue, cette soirée-là aura une séquelle inattendue. Les débats de la séquence rituelle des questions ouvertes à la salle auront donné lieu à des échanges très fournis, entre interlocuteurs, à vrai dire sachant comment se pratiquer. Représentants syndicaux, défenseurs du patrimoine, avocat des droits civiques, ils ont tous commerce avec les agences des gouvernances urbaines. Aussi intenses que seront ces échanges ils n'en resteront pas moins « bien orientés », au sens où l'essentiel des griefs adressés aux organisateurs le sera sur le fond d'un horizon d'attente, en principe partagé, quoique là déçu. Le problème, articulera un des orateurs (défenseur du patrimoine) est que, oui, vous ne cessez de nous dire, chaque fois que nous vous rencontrons, que « vous nous entendez », mais nous, jamais, « *nous n'entendons ce que vous avez entendu* » (clip n°3). Quatre mois plus tard, des témoins de ce meeting auront l'occasion d'entendre, dans le cadre d'une audition au Conseil de la Ville, ce que les officiels de ce Conseil auront « entendu » de ce meeting : qu'aucune objection n'y a été levée par le public contre le projet LSU/VA et donc que ce silence vaut approbation ! Ceux des militants présents et au meeting évoqué et à l'audition du CC, ceux-là nous ayant vu filmer, nous contacterons en urgence pour qu'on leur communique nos *rushs* (dont le clip n°2), ce que nous nous ferons un devoir (outre qu'un plaisir) de faire : pour ce qu'ils les aideraient à montrer que ce silence était moins l'expression d'un agrément que la conséquence d'une censure.

ZOOM OUT : LA TRAME PARTICIPATIVE, SES EXIGENCES SCÉNOGRAPHIQUES COMME ÉPERONS D'UN APPRENTISSAGE POLITIQUE

Si, en sortie de ces analyses micro, la manière dont les engagements politiques apparaît comme significativement contrainte par la grammaire participative de ces meetings (selon les acteurs, il leur faudrait tantôt « marcher sur des œufs », tantôt y prendre appui pour mieux en étendre le champ) ; si, en outre, ce format a bien pour *effet* de déposer et de faire peser des modèles de conduite des affaires collectives se réclamant d'un ethos public réaffirmé⁴⁷, alors, (ne serait-ce

que) pour ces effets politiques là, on saisira qu'on gagne à considérer le travail de ceux qui ont « la main » sur cette matrice dramaturgique, qui essaient à la fois de l'élargir et de la garder, comme un travail *immédiatement, intrinsèquement, politique*. Un travail, dira-t-on, « travaillant » le sens politique de ceux qui le mènent à bien.

On traite en général cette idée de « sens politique » en termes de « conscience politique », et de *niveau* d'une telle conscience, guettant ainsi son élévation éventuelle et bénéfique. Selon ce schéma il est supposé que, dans l'épreuve, les acteurs apprennent à passer de leurs soucis personnels à un cadre élargi pour s'en prendre aux responsables, sinon au « système », de leurs conditions présentes : ils « montent en généralité ». Empressons-nous de dire que, dans la Nouvelle Orléans post-Katrina, cette « dialectique » est puissamment à l'œuvre, ajoutant qu'elle monte de multiples sources, multipliant des enquêtes circonstanciées dans ce registre-là. Ainsi, entre autres, d'une communauté *on line* locale extrêmement active : la compagnie des *NOLA bloggers* (Bordreuil, 2011a). La cible de ces dénonciations argumentées ? Souvent le Corps des ingénieurs, c'est-à-dire l'État fédéral. D'où le baptême de Katrina comme « inondation fédérale » (*federal flood*). En réalité, et la lecture de ceux qui, investis dans les publics de la reconstruction, sont aussi blogueurs, le confirme, ceux qui entrent dans ces arènes sont tous déjà armés d'une telle conscience politique⁴⁸. Reste que leur prise de part dans les mobilisations y vise moins à élever ce niveau de conscience, quoiqu'elle ait pour effet collatéral d'en aviver les prises. Elle est plus immédiatement d'aboutir ; de faire progresser des dossiers ; de faire revenir des quartiers ; de trouver les bonnes médiations pour décrocher des subventions⁴⁹. À cet égard, les collectifs initiateurs de la planification se féliciteront dès l'été 2007 de « reconnaître leur bébé » dans le schéma des dix-sept zones cibles ratifié par la ville et l'État, dessinant sa future armature urbaine. En corrélat, ils mèneront une critique serrée, via la blogosphère, des acrobaties comptables de la ville détournant des fonds alloués à la reconstruction pour des projets qui n'ont rien à voir, et le faisant au nom du fait que ce sont *grâce à*

eux que ces fonds fédéraux et étatiques sont arrivés en ville ; qu'ils leur « appartiennent » donc (pour se référer au « *owning* » de Joseph Gusfield, 1989).

Si, donc, « l'élévation du niveau de conscience » est un *index* précieux de l'essor politique de la mobilisation des publics de la reconstruction, sa visée ne suffit cependant pas à en rendre raison puisqu'elle apparaît tout autant comme un corrélat du *owning* de ces publics – on traduira de leur prise de contrôle de l'intelligence critique de la situation. La question se déplace ainsi du côté des ressorts de cette *capitalisation politique*⁵⁰, au principe de laquelle on situera la capacité de ces publics à avoir su placer leurs enquêtes (et les y maintenir) au cœur de l'attention collective ; en un mot à avoir su « les rendre publiques ».

« Rendre les choses publiques », *Making Things Public*, reprenant ici le titre de l'exposition de Bruno Latour et Peter Weibel (2005), cela signifie bien, au plus *profond*, transmuter l'intelligence même de ces choses, comme le soulignent Antoine Hennion et Alexandre Monnin (2020). Mais cela s'accomplit d'autant mieux que l'on réussit à élargir la *surface* du cercle des enquêteurs sur ces « choses », augmentant donc l'empan de ce public. Ou bien : si dans cette logique pragmatiste *approfondir l'enquête et élargir le cercle des enquêteurs* sont les deux faces d'une même monnaie, alors il convient d'honorer cette intuition par l'analyse – non moins pragmatique – des conditions et des savoir-faire qui assurent cette circulation possible des « contenus d'enquêtes » ouvrant à une reconfiguration des problèmes et de leur solution. Un *art des surfaces*, donc, de leurs apprêts comme supports à la discussion publique. Formulé différemment, on revient ainsi au thème évoqué de la pesée de la « main dramaturgique » des opérateurs du *Master Plan*, mais, d'une part, en ayant lesté la pesée de cette main des enjeux qui s'y visent et, d'autre part – et « *zooming out* » –, en deçà et au-delà des chorégraphies que nous avons décrites, pour mieux faire entrer dans le cadre d'analyse les opérations à engager pour élargir la prise de cette « main » et y guetter ce qui entre de politique dans cet art-là.

Un premier volet de ces savoir-faire s'atteste dans les opérations de préparation des séquences théâtrales décrites plus haut ; en coulisse, si l'on veut, mais en « coulisse temporelle ». Nos *déambulations* de terrain nous ont offerts, en trois scènes, de quoi mieux en saisir la nécessité et les effets, tous deux politiques.

La première se déroule début octobre 2008, un soir, dans une église perdue du quartier de Holy Cross⁵¹. Le pasteur ouvre la séance, puis cède la parole à un responsable de l'association du quartier, flanqué d'un architecte. Une vingtaine de personnes y sont présentes, et la thématique de la discussion aura quelque chose de déconcertant. Celle-ci se noue autour des vertus comparées de « R+2 » ou « R+4 », entendre qu'elle porte sur les effets qu'aurait sur la valeur foncière des terrains avoisinants l'érection de pavillons *vs* immeubles collectifs. L'assistance est attentive, sinon passionnée.

La seconde scène se trouve être la première des trois sur lesquelles nous avons ouvert nos fenêtres microsociologiques. Celle du 19 octobre 2008 dans le *Lower 9th* où nous nous étions arrêtés sur le « silence radio » de Cynthia Willard Lewis. On peut alors d'autant mieux s'arrêter sur un autre « silence radio », celui de ce même tandem du responsable de l'association et de l'architecte que nous avons « découvert » quinze jours avant et que nous retrouvons à l'œuvre ce soir-là. Nous y avons bien saisi ce silence comme les installant en *comparses* (Goffman, 1956/1973) de « l'équipe en représentation », les « MC » de Goody Clancy.

Un an plus tard, le 2 décembre 2009, toujours dans le même quartier, et à l'occasion de la venue du « Conseil consultatif de l'État de la Louisiane sur la restauration côtière », le même associatif, quoique spécialiste de l'environnement et responsable du « Centre du *Lower 9th* pour des politiques de développement durable », interviendra cette fois-ci pour rappeler aux organisateurs officiels de l'événement que, tant que des signes tangibles d'aide à la population n'arriveront pas, ils prêcheront dans le désert (se faisant cette fois-là la voix de la

population). Faire que les habitants viennent à ces meetings, nous dira-t-il, est de sa responsabilité. Et cela passe bien par l’affichage public, cette fois face aux officiels, d’une sensibilité aux préoccupations de la population.

Dépliant donc le fil de ces trois scènes, on saisira que le passage de la première à la seconde permet de préciser ce qu’il en est de leur fonction de *comparse* dans la représentation publique. Cette fonction, certes, s’atteste dans la dimension scénique (ici, le 19 octobre, sinon applaudir la tribune, du moins faire silence, ne pas abonder les critiques, quand elle est « attaquée »), mais elle renvoie à une coopération préalable où se sont noués les intérêts des deux parties. On dira une « prise de langue » où se cherche la *traductibilité* possible entre les problèmes réels du quartier et le codage urbanistique de leurs traitements. Faire en sorte, autant que possible, que les publics à venir puissent – usant ici d’une expression fréquente en anglais – s’y trouver « sur la même page » (la première scène se reconfigurant au passage en « un stage de formation »).

Ce que fait maintenant ressortir la troisième scène, placée sur le fond de la seconde, est que « le silence radio » du responsable associatif dans celle-ci, alors même qu’y grondent les protestations, s’inverse radicalement dans la troisième. De fait, accueillant dans son quartier, le comité consultatif de la Louisiane, il *préfacera* la rencontre en faisant état de ces grondements et de leurs bien-fondés. Interrogé dans un entretien ultérieur, sur ce changement de registre, Charles A., l’animateur dont il est question, nous confiera, non sans émotion, qu’il est le neveu du pasteur du quartier, lequel pasteur a été une figure proéminente de la lutte pour les droits civiques des années 1960. C’est mon mentor, nous dit-il : de lui que j’ai appris que, selon les circonstances, « *you give them salt or you give them sugar* » – vous faites passer tantôt du sel, tantôt du sucre... L’emprise de la dramaturgie du *Master Plan* implique donc des prises d’appui plus larges visant à brasser des publics plus étendus et l’on conçoit alors en quoi une intelligence politique y est à l’œuvre.

On peut ensuite étendre ces considérations à une échelle « macro », toujours suivant ce motif de la dimension politique d'un brassage périphérique des populations visant à ce qu'elles « entrent dans la danse » et à faire en sorte qu'elles puissent aussi y mieux danser, de s'y trouver « sur la même page » ? À cette échelle macro, cela suppose, si l'on y prête attention, un investissement *logistique* conséquent : un travail considérable de fourniture d'accessoires (*props*) (Cefaï, 2016, § 11 et 32) de nature à ordonner, soutenir et alimenter les conversations ; et donc la reprographie de milliers de cartes, la circulation de dossiers statistiques manipulables, tout un effort dans la fixation d'une signalétique stabilisant l'identité des opérateurs pour mieux figurer l'extension de leur emprise. En résumé, il faut équiper les aires des débats de « praticables », rendant plus aisés les mouvements de ceux qui monteront sur les tréteaux ; outre que ces praticables soient bien les mêmes d'un tréteau aux autres.

On doit enfin souligner que le problème pour les animateurs de la trajectoire du *Master Plan* n'est pas simplement de prouver qu'ils se sont mis à l'écoute des populations, qu'ils ont su recueillir (au travers des vertus du *joint reasoning*, du raisonnement en commun) les *inputs* des communautés, mais qu'il leur faut de surcroît bien mettre en scène ce recueil. Parce que, tout autant que recueillir, il s'agit aussi de faire en sorte que ce recueil soit un *bon événement public*⁵² ; que toutes les séquences prévues s'enchaînent parfaitement et sans anicroches. L'organisation quasi industrielle de l'événement fait alors partie du « show ». Nous avons dit plus haut l'importance de ce « management des apparences » dans le ralliement des politiques au public (citant le travail d'Abigail Williamson, 2007). Mais on peut inverser le signe de cette dimension de manipulation en faisant valoir que l'enjeu profond est de donner des gages par rapport au péché originel de ces mobilisations spontanées, celui de la cooptation et de « l'entre soi » : bref, il s'agit de raturer la sombre hypothèse de la conspiration que ceux qui ne sont pas part de l'action sont prompts à entretenir – on l'a vu, pour mieux en saborder les actifs.

De fait les initiateurs de la planification ne pouvaient faire reposer le caractère public de leur entreprise sur des titres qu'ils auraient, en dépôt, de mandat public (élus). Il a fallu qu'ils *performent* dans l'action cette publicité. D'où le souci d'un appui au plus large venant de leurs « constituants » potentiels. En ce sens, donc, pas d'orchestration du public qui ne passe par une compétence proprement politique : celle, donc, du ciblage des causes et du soin quant à leur mise en circulation. Dans le bain de ces débats publics émerge alors une levée de nouveaux organisateurs, une relève d'acteurs proprement politiques⁵³. Dans le sillage de la catastrophe de nouveaux liens se tissent ainsi entre politiques et publics ; entre des manières de construire des politiques qui tiennent compte d'une conscience publique élargie et surtout plus « aiguisée »⁵⁴ ; le tout au gré d'accomplissements de publics qui auront appris à construire leurs débouchés institutionnels : bref, présidant ainsi à une maturation politique effective.

1.2.4. POUR MIEUX DRESSER LE BILAN POLITIQUE DE CES ENGAGEMENTS, ÉLARGIR L'ÉVENTAIL DE SES LIGNES DE COMPTE

On conçoit donc, s'agissant de prendre la mesure de la portée politique... qu'il convienne de placer cette maturation au centre du tableau. Pour autant, cette focale n'interdit pas, bien au contraire, qu'on interroge les *effets* de cette maturation du point de vue de *ce que* ses agents auront su mettre à leur actif en termes de résolution de leurs problèmes.

Si, pour ramasser en une formule l'approche du Dewey du *Public et ses problèmes*, il n'y a de publics que d'*issues*, on relèvera que les publics que nous avons suivis se sont constitués autour d'*une* telle question centrale, celle – pour ainsi dire – de leur retour à « la case départ », objet central de leurs attachements. Il y avait pourtant foule d'autres *issues* à traiter dans l'après-coup de la catastrophe : crises sanitaire, sécuritaire, scolaire, tensions raciales. Et dans leurs essors les publics de la reconstruction auront bien croisé les ferments de publics

se vouant à ces questions⁵⁵. Mais le problème du « retour en quartier » aura constitué la planche initiale de leurs engagements et, surtout, le retour effectif dans ces quartiers, ce moment où « ensemble » ils retroussent leurs manches, et font ensemble de le faire, aura donné à leurs collectifs le coffre nécessaire pour mieux peser sur la suite des débats publics. Cette *poussée* effective procède donc largement du *cadre écologique* dans laquelle elle s'est formée⁵⁶. Et s'y ajoute aussi une dimension affirmative, au sens où les résolutions adoptées s'y décryptent moins comme un affinement des positions dans un champ de controverses préalables⁵⁷, qu'elles ne s'enlèvent pour ainsi dire *ex nihilo*, et se valorisent comme telles. Empressons-nous d'ajouter que cet *ex nihilo* là est socialement construit, et est, comme on l'a vu, consécutif à une annihilation préalable et radicale des capacités gouvernantes à simplement refaire surface.

On peut donc « critiquer » les engagements des publics de la reconstruction au titre des *issues* qu'ils ont fait primer, mais on peut aussi mesurer leurs actifs du point de vue du traitement des questions, des *issues* auxquelles ils s'attaquaient. Qu'en est-il ainsi du solde comptable en matière de retour de la ville et notamment quant aux *réparations des dommages* qu'ils ont obtenues ? De ce point de vue, et en résumé, on dira ce bilan comptable à la fois non négligeable et très inégal. « Non négligeable » avec cet effet inattendu que, pour autant que les aides fédérales auront mis trois ans à parvenir à la ville, le poumon d'oxygène qu'elles ont représenté a atterri en 2009 en pleine crise des *subprimes*, faisant ainsi de la cité l'une des plus prospères dans la récession qui s'est ensuivie. « Très inégal », ensuite : d'abord, parce que 130 000 ex-résidents ne sont pas revenus à la Nouvelle Orléans (environ 100 000 Afro-Américains et 30 000 blancs) ; puis, pour la raison que les aides à la réparation du *Road Home Program* ont été attribuées sur la base de la valeur locative des domiciles et non sur la base des coûts de ces réparations (leur valeur d'échange et non leur valeur d'usage, en termes marxistes).

Pour autant – élargissant les lignes d'évaluation – cette lecture comptable, quoique fondée, fait passer à la trappe une composante centrale de l'apport des engagements des publics de la reconstruction. Et elle la manque dans la mesure même où ces engagements auront bouleversé les cadres d'appréciation (ou de « calcul ») de *ce qui compte comme dommage*. En substance, et par voie de conséquence, au-delà des pertes individuelles sera venue se déplorer une perte à tous égards matricielle⁵⁸, celle d'une ville *en tant que telle* (à l'existence de laquelle – cela va de soi – tous les avoirs individuels se trouvaient suspendus). C'est alors cet accent de « *valuation* » de l'urbanité pour elle-même, d'une urbanité à restaurer, que les cortèges déposeront dans leur sillage. Qui se traduira, par exemple, dans les projets, par la destruction de la passerelle d'autoroute (l'I 10) qui enjambe et écrase le centre-ville, et particulièrement le quartier historique de *Trémé*. Qui se réclamera ainsi de Jane Jacobs plutôt que de Robert Moses, propulsant ainsi une esthétique de la vie urbaine qui remplacerait le piéton en son cœur⁵⁹. Au total, cette urbanité qu'ils ont à cœur de revivifier apparaît tout autant comme le sous-produit obligé de leurs luttes que comme le meilleur adjuvant de leur succès. La ville, forte des dédommagements obtenus, des subventions décrochées (notamment pour la consolidation des digues), n'en retombera donc que mieux dans son assiette.

Enfin – en guise de dernière ligne de compte – si l'on juge des succès des mobilisations publiques à l'aune des solutions apportées à leurs problèmes, dans les réparations obtenues « le compte y est-il » vraiment ? La question à cet égard est de savoir si ces dédommagements se traduiront en bénéfices *effectifs* permettant à leurs récipiendaires de continuer la vie qu'ils veulent mener (dans leur ville). Au plus cru : les bénéficiaires en auront-ils pour leur argent récupéré ? Ou, plus direct : revenir habiter dans sa ville, une ville exposée à tous les vents, était-ce une bonne idée ? Tel est pourtant l'apport indéniable des luttes que nous avons décrites. Un apport, en ce cas, envisagé sous son angle critique, dont on dira que les solutions auxquelles il a conduit n'en restent pas moins problématiques. Quel est

alors « le » public qui traitera de cette problématique-là ? Qui saura mieux traiter la matrice d'où résulte ce qu'il reste de problématique dans leurs « solutions ». Or, cette matrice tient foncièrement à la fragilité écologique de la ville. Une fragilité, certes aussi vieille que la ville (Campanella, 2011), mais que la crise climatique ne cesse de considérablement accentuer.

II. DEUXIÈME SÉQUENCE : UNE VILLE À FAIRE TENIR ET POUR CELA UN DELTA À RESTAURER

Sur ce fond de plan, faisant un crochet par la confrontation entre Dewey (1927/2010) et Lippmann (1925/2008) quant aux capacités des « faire public » à être en prise avec les problèmes de la « grande société » (lire mondialisée), on conçoit qu'un des enjeux du suivi des mobilisations post-Katrina porte sur les capacités des publics de la reconstruction à se hausser au niveau des exigences requises pour maîtriser les conséquences problématiques (diffuses tout autant que confuses) d'une nouvelle couche *vectrice* de monde, venant s'ajouter aux précédentes : la couche atmosphérique (chargée de gaz à effet de serre), qui vient elle aussi lier (violemment) le monde à lui-même et en tous lieux. En d'autres termes, en actualisant les termes de la confrontation, peut-on – *contra* Lippmann – plaider pour cette capacité des publics de la reconstruction (marginalisant ou recadrant le recours indispensable aux experts) à affronter et maîtriser les défis de la crise écologique ?

On avancera dans ce qui suit quelques éléments de réponse, ceci en confrontant ce que nous avons appris de notre terrain à des approches sociologiques récentes portant sur les mobilisations dans ce nouveau cadre problématique écologique ; ce, en organisant cette confrontation autour de trois thématiques prégnantes dans ces approches.

La première porte sur le poids des attitudes de *déni* des populations sinistrées au regard de l'événement qui les a affectés (et donc des sinistres à venir).

La seconde propose un format pour penser les dynamiques de rebond des populations affectées : celui du « *traumatisme* et de la *résilience* » (Fassin & Rechtman, 2011).

La troisième, symétrique de la première, interroge sur un mode critique la prégnance croissante des scénarios catastrophe, lesquels, destinés à emporter les convictions, peuvent aussi bien les écraser.

Comment donc situer les trajectoires des publics de la ville dans ce triple compas-là ?

II.1. DÉNI DE LA CRISE ENVIRONNEMENTALE ?

Quant au déni, on sait (ou on ne sait pas) qu'il y va d'une thèse largement partagée dans le champ des spécialistes des désastres : cette propension funeste – et avérée – qu'ont les sinistrés de catastrophes à se réinstaller « sur les lieux même du crime ».

Or, à rembobiner le déroulé du soulèvement de la population tel que narré en début d'article, on rangerait bien la mobilisation suivie dans cette catégorie-là : non seulement pour son « résultat », mais dès son début, si l'on a en mémoire que c'est bien l'épisode de la publication des fameuses « taches vertes » qui l'aura déclenchée : « Cachez ces taches que l'on ne saurait voir ! » Et pourtant, pas besoin d'être un écologiste chevronné pour conférer un minimum de bon sens à la proposition. Rendre à la nature (au moins) une portion de ce qui lui appartient, et César pourrait d'autant mieux gérer ce qu'il lui reste...

Y va-t-il, cependant, dans ce refus frontal des populations de *même* en discuter, de la preuve de leur inconscience des dangers ? Ici on doit encore à la vérité ethnographique de poser que la chose est plus complexe. En simplifiant, la question – celle formulée en termes de *réduction de l'empreinte écologique de la ville* (« *Shrink the foot print !* ») – est

plus « tue » qu'elle n'est ignorée. Ou bien, du fait qu'elle ne soit pas relevée, on ne peut inférer qu'elle ne soit pas « sue ». Le problème est moins que les citoyens ne sachent pas la fragilité écologique de leur ville (encore que ce savoir soit inégal), mais il est plutôt de maîtriser les conséquences envisageables qu'il y aurait à poser immédiatement le problème en ces termes. C'est donc affaire de prudence politique élémentaire ; et doublement. « En externe », simplement engager la discussion sur ce terrain des « taches vertes » risquait d'offrir du grain à moudre à ceux moulinant le discours (et ceci dès septembre 2005, alors que les citoyens n'avaient même pas pu faire retour dans leur ville) selon lequel il serait temps que les habitants regagnent les hautes terres et cessent de grever les comptes publics avec leurs demandes inconsidérées. Mais en interne, tout autant, la simple mention discursive des taches est-elle prohibée, porteuse qu'elle pourrait être de germes de division de la population à l'heure où il importe qu'elle se mobilise dans son entier.

Karen G. (une des figures publiques de la reconstruction de la ville) nous raconte que le jour de l'apparition des taches dans le *Times Picayune*, le quotidien de la ville, voilà qu'elle discute avec le curé de sa paroisse (elle est croyante et l'église, de style mexicain, est juste en face de son domicile, dans le quartier de Holy Grove), lequel, ouvrant le journal lui dit : « Karen, ne sois pas inquiète, les taches, c'est pour les autres », nous dit Karen, sur le ton d'un « tu te rends compte ! » ; après quoi, silence, nous laissant ainsi l'espace-temps d'apprécier le message. Sans doute se sera-t-elle tue, face à son curé. Choquée, manifestement, mais par quoi d'autre – infère-t-on – que la trahison par le prêtre de sa mission apostolique et de l'injonction à « aider son prochain comme soi-même »... Veda, de même et dans le quartier de Bayou Saint John, nous narre comment, en pleine corvée de nettoyage des débris du quartier, chacun avec pelle et seau, un de ses compagnons de chantier s'interrompt pour lui lancer un « quand même ces taches vertes ce n'est pas complètement stupide ». Et Veda, interloquée, d'en laisser tomber sa pelle... qu'elle reprend

aussitôt ; de n'avoir rien entendu, faisant comme si. (*Vignette extraite du journal de terrain, 24 et 30 avril 2008*)

De fait, quand on pose cette même question de manière frontale aux « opérateurs » de la reconstruction, ils n'en nient pas la pertinence, opposant au contraire d'autres manières de la traiter. Pourquoi, par exemple, faudrait-il sacrifier un quartier sur l'autel de la raison écologique ? Ainsi : que chaque quartier définisse ses sanctuaires, et s'éviterait ainsi qu'on en mutile un au profit des autres. Puis ces transvasements *intra* quartiers n'allant pas de soi – « *Non, c'est un truc qui ne marchera pas* », nous confie un doctorant de la Harvard Kennedy School of Government qui milite activement dans l'association de Broadmoor ; « *même pas la peine d'y penser* »⁶⁰ ! Pourquoi, alors, ne pas pulvériser la contrainte à l'échelle des lots de chacun ? Que chacun réserve donc de la place dans son jardin pour les plantes absorbantes, lesquelles, accompliront au centuple la besogne des « *green dots* », des « taches vertes ».

Nous avons évoqué plus haut la visite du « Conseil Consultatif de l'État de la Louisiane sur la Restauration Côtière », le 2 décembre 2009 dans le quartier martyr du *Lower 9th*. L'esprit de la mission de l'État était de faire le tour des « bonnes pratiques » sur lesquelles appuyer la restauration de cette côte. Cette mission visite donc ses hôtes non au titre que ce quartier aura été reconnu dans les médias comme « le » quartier martyr, mais à celui que ses habitants pourraient être les porteurs de relèves conjurant les catastrophes à venir. De fait, si dans la géographie sociale de la ville il est par excellence le quartier noir et pauvre, dans la géographie écologique de la ville il se trouve plus que d'autres directement exposé aux aléas climatiques (sous le niveau de la mer, du mauvais côté du canal, etc.). Et l'on ne manquera pas – accentuant la thématique de la justice environnementale – de faire le lien entre précarité écologique et précarité sociale. Pourtant ce sont moins des victimes exemplaires que la mission étatique vient visiter que des animateurs⁶¹ d'une politique écologique à engager : ceux-là qui dirigent l'association de quartier hôte

de l'événement, le « *Centre du Lower 9th pour des politiques de développement durable* »⁶². Il faut rappeler que cette association a vertébré les mobilisations publiques post-Katrina ; et ajouter que sa « raison sociale » date d'avant la catastrophe. Dans la reconstruction du quartier, elle aura cadré les retours au regard de leur pertinence environnementale : habitat bioclimatique, micro-turbines dans le Mississippi, usage de bétons perméables et expérimentations de plantes absorbantes. Enfin, et surtout, elle aura initié un programme de revitalisation du bayou avoisinant, le bayou Bienvenue.

Or, ce dernier programme touche à l'une des racines de la fragilité écologique de la ville : la disparition des marécages et bayous⁶³ faisant *tampon* entre la mer, d'où viennent les ouragans, et les villes qui s'en trouvent balayées, atténuant ainsi la puissance des tempêtes. À l'époque de Katrina tout ceci commence à se savoir, sauf que la science – parfois si lente – n'a pas encore validé en bonne et due forme cette conclusion. L'association du quartier a formé le projet d'une reconquête de son bayou, par désalinisation de son eau et par plantation d'espèces végétales susceptibles d'y prospérer. Un document audiovisuel restitue parfaitement la philosophie écologique et publique de ce programme, ce à partir d'un équipement tout ce qu'il y a de prosaïque : une plateforme *d'accès visuel et public* à ce bayou (Tonnelat, 2011 et 2012). De cette plateforme on peut voir que des plantes flottent pour l'heure sur des planches, l'escompte étant que leurs racines, plongeant dans l'eau, finissent par atteindre le sol et s'y ramifier. Cela peut se suivre en direct, du haut de cette estrade juchée sur la crête de la palplanche qui sépare le quartier de « son » bayou. Un médiateur y attend les visiteurs (Mr Taylor) ; d'un âge avancé, il a grandi dans le quartier. D'un côté, il détaille l'expérimentation en cours, de l'autre, il restitue ce qu'il en était de la vie de son quartier avant que, suite à l'ouragan Betsy (1965), un mur ne vienne à séparer le quartier de « son » bayou. Il narre ainsi comment, dans ces jours anciens, les habitants allaient y pêcher crabes et poissons-chats. Plus largement, ce type de récit est repris et amplifié dans des expositions (toujours à l'initiative de l'association) et inséré dans les programmes scolaires

du quartier. On parlerait volontiers de « patrimonialisation », sauf qu'ici le retour de ce passé est destiné à asserter la plausibilité d'un futur qui ne soit pas hors de portée. Celui – nous allons le développer – de la restauration côtière et, partant, du delta du Mississippi. La vidéo de Stéphane Tonnelat s'intitule : « Rendre publique la durabilité » ; aussi bien son thème est-il de « rendre durable la préoccupation publique ».

Une chose reste frappante, à déplier les composantes des initiatives de cette association : le souci, certes, de s'engager dans des reconstructions effectives, cependant que non « aveuglement » et, bien au contraire, se mobilisant pour rendre les habitants plus lucides sur les « *issues* », les problèmes environnementaux qui les assaillent. L'on notera alors qu'ils mettent en valeur leurs expérimentations en se plaçant aux « *confins de l'habitable* ». Il faut se tourner vers ce quartier pour ce qu'il recèle de réponses aux défis environnementaux et pour *toute population* se trouvant, elle aussi, située sur ces confins. Des victimes ? Bien sûr ! Mais des pionniers sur un nouveau front de lutte, tout autant. « Déniant » donc ? Pas vraiment : bien plutôt relevant le défi.

II.2. TRAUMATISME ET RÉSILIENCE : LA RELATIVISATION DU PARADIGME VICTIMAIRE

Une autre manière d'approcher les effets de cette catastrophe écologique et, plus généralement ceux des crises à venir, consiste à cadrer les dynamiques collectives qui s'y déploient en privilégiant leur dimension *traumatique* et, en conséquence, en orientant l'attention du côté de ce que leurs traitements réservent (ou pas) en termes de *résilience* des communautés ou des individus traumatisés. On doit à Didier Fassin et Richard Retchman (2007) d'avoir reconstruit la généalogie de cette figure du traumatisme et la genèse de son « empire ». Ils décrivent comment le « traumatisé » sera passé du statut de témoin douteux à celui de porteur d'une vérité qui compte. Ce faisant, le souci de son sort, l'exploration des conditions du recouvrement de

son trauma, auront profondément affecté les agendas en situations de crise, les vouant à restaurer les capacités de résilience des sinistrés. Par ailleurs, si l'on place au centre du tableau des désastres celui, clinique, du syndrome du PTSD (Désordre du stress post-traumatique), on conçoit bien qu'il puisse transiter des horreurs de la guerre (lieu de naissance de sa clinique) à celles propres aux catastrophes naturelles.

Appliqué à la Nouvelle Orléans, il faut commencer par dire que ce prisme-là est tout sauf déplacé. Il est même... surplombant. Il dit bien les réactions sociétales qu'a déclenchées l'événement Katrina. En tout premier lieu, c'est bien la sensibilité qui s'y exprime qui aura présidé à l'afflux massif – et compassionnel – des bénévoles venus du pays entier pour porter secours à la ville martyre (3 à 5 millions, on le rappelle) et épauler les habitants à nettoyer ou retaper leurs maisons ; de même pour les architectes et urbanistes. Parmi les aidants, nombre de psychologues vont aussi faire le déplacement, au titre de spécialistes du PTSD, en général, dans des formats type « cellule de crise ». La réaction du public local sera là plus mitigée. Ainsi de cette journée « portes ouvertes » (à laquelle, observatrice participante, Anne Lovell s'est rendue) tenue au printemps 2009 au *Convention Center*, où tout personnel soignant disponible vient offrir gratuitement ses services à des habitants en manque de soins : surnombre de psychologues, cependant que pas assez de médecins et de médicaments pour simplement distribuer leurs doses d'insuline aux diabétiques, en surnombre dans la population notamment noire de la ville, qui viennent en quémander.

De cet exemple on n'inférera pas l'idée que les habitants n'aient eu à souffrir d'aucun désordre psychologique. C'est même l'inverse : ils ont même un mot pour désigner ce trouble qui est le leur, ils parlent de « *Katrina mind* ». Mais ils l'évoquent plutôt entre eux parce que, entre eux, « ils savent qu'ils savent ». Ce qui est moins vrai des autres : ils n'étaient pas là. Non qu'ils refusent leur compassion : elle se monnaie en aides concrètes et précieuses, ce dont ils leur sont reconnaissants. Mais sans doute qu'ils craignent ce qui, en elle, sanctifierait leur

statut de victimes. De fait ce sont bien plutôt des (re)bâisseurs *ès qualités* qui en sont les récipiendaires. Est-ce pour cette raison que, sur le terrain, la pose victimaire n'apparaît pas comme dominante dans les publics de la reconstruction ?

Ou bien, si ! Victimes, ils expriment bien qu'ils le sont, mais sur un mode émotionnel saisissant : moins celui de la déploration que celui de la *rage*. À quoi il faut ajouter que chacune des avancées concrètes dans le retour des quartiers vaut moins comme manière d'apaiser cette rage, que comme façon de la justifier et de la chauffer. Les quartiers qui se reconstruisent sont, en effet, comme autant de clous que l'on enfonce dans les flancs de ceux qui étaient en principe en charge ; une manière de dramatiser le mépris dans lequel on les tient ; de stigmatiser leur incapacité à raison même de l'étalage de la leur, de capacité. Or, on ne réclame pas à quelqu'un que l'on méprise (Bordreuil, 2008). On travaille, activement, à sa destitution. Et c'est ainsi, croyons-nous, qu'ici, la posture victimaire se trouve, sinon exorcisée, du moins « excédée »... et, partant, la notion de « résilience » recadrée. C'est en effet plutôt à l'enseigne de leur *pugnacité* que les activistes de la reconstruction en sont venus à épingleur leur grandeur, c'est-à-dire à une capacité à contrer (dans la lutte) ces *autres* corps (municipaux, étatiques, pétrolifères) qui (les « choquant »⁶⁴) ont attenté à l'intégrité des leurs ; et non pas simplement, comme y incite la thématique de la résilience, à puiser du fond de leurs ressources internes de flexibilité de quoi se remettre d'un choc, ceci sans mordre sur ce qui l'aura causé. Laissant ici parler Mary Howell, avocate historique pour les droits civiques, lors d'un panel organisé par nos soins dans le cadre du meeting annuel de l'Association Américaine d'Anthropologie (AAA), le 19 novembre 2010 :

Tout le monde sait pourquoi nous sommes ici – nous sommes ici [dans cette ville, ndlr] parce que nous voulons y être... y rester ! Il faudra quelque chose de bien pire que Katrina pour que vous vous débarrassiez de nous. Pour moi, la leçon « d'ici » c'est que « ici » est un lieu qui vaut que l'on se batte pour lui, parce que

nous l'aimons, parce que nous avons le souci de sa communauté. Et nous sommes devenus bien plus coriaces que nous l'étions ; et bien moins naïfs ; nous ne tenons rien pour acquis. Je n'ai, de ma vie, jamais vu un tel engagement civique ; des meetings sur les égouts, réseau électrique, équipements, soins médicaux, quoique ce soit. Les gens sont là ; la population est dans l'action... Cette ville est notre mère, et je le sais bien parce que nous n'arrêtons pas de nous disputer avec elle. (Howell *in* Lovell, Bordreuil & Adams, 2011 : 125-126)

En substance, reprenant le titre d'un ouvrage de Roberta Brandes Gratz (2015) : *We are still here, ya bastards !* Nous sommes toujours là, bande de salopards !

II.3. LA CATASTROPHE ? OUI, MAIS À PORTÉE DE MAIN

Défi tout autant que déni ; pugnacité plutôt que résilience. Reste qu'il faut, pour attribuer la portée politique effective de ces mobilisations, spécifier, d'un côté, en quoi elles auront avancé dans la saisie cognitive de la matrice écologique de leurs problèmes et, de l'autre, en quoi elles auront dû élargir, pour ce faire et pour ainsi dire, l'onde de leurs luttes, les portant jusqu'aux confins deltaïques.

Comme on peut le pressentir, ces deux questions n'en font qu'une. Elles flèchent toutes deux vers la continuité d'un processus d'enquêtes (qu'on dira « combatives »), exhibant à la fois *ce* qui, des traits de la fragilité écologique de la ville, pourra être dérivé de causalités plus profondes, et exposant *ceux* qui, faute d'agir sur ces causes, s'en verront attribuer la responsabilité. Il faudrait alors déplier ce double processus dans toute sa longueur (c'est-à-dire jusqu'à nos jours) faute de quoi on risquerait de passer à côté de ce qu'il y a de cumulatif en lui, aussi bien qu'à côté de ce que ce processus doit (voire continue à devoir) à l'impulsion initiale des publics de la reconstruction. Et bien que la matière à brasser soit considérable, on peut distinguer

quelques séquences dans le continu de ce processus, lesquelles, d'une part, exhibent la partie liée entre « ondes d'enquêtes » et « ondes de luttes », et, d'une autre, éclairent le fait que l'on soit passé (par extension et approfondissement) d'un objet problématique (la ville) à un autre (le delta).

Un bon point de départ est fourni par ce qui se passe dans l'immédiat *contrecoup* de la catastrophe (cf. *The Big Uneasy* en annexe), soit dès la semaine qui l'a suivie. L'élément clef en est la réalisation que, certes l'ouragan était puissant (quoiqu'en principe négociable), mais que pour expliquer le naufrage consécutif de la ville, ce sont vers les digues (leur vétusté) que les regards doivent se tourner. Et se tournent très vite, de fait. La coopération effective entre la presse locale et le LSU Hurricane Center, le Centre d'études des ouragans, est ici critique. Et le diagnostic technique de cette vétusté s'y instruit quasiment « dans les conditions du direct ». Il se résume très bien dans un titre choc du *Times Picayune* (daté du 14/10/2005) « *Bricks built on jelly* » : « Des briques sur de la gelée »⁶⁵. La gelée en question désigne ce qu'il en est de la solidité du substrat de la ville, faisant ainsi entrer sa géologie dans la sphère de l'attention publique. Le mot-clef est ici celui de *subsidence*, savoir le tassement progressif du sol de la ville (laquelle se trouve en grande partie sous le niveau de la mer), mais tout autant le caractère *composite* de ce sol, désormais mis sous les projecteurs⁶⁶. L'enquête en géologie vaut alors accusation contre les maîtres d'ouvrage des digues – le Corps (fédéral) des ingénieurs – au motif que leur génie civil aura fait l'impasse sur cette dimension critique. Et cette charge accusatrice se redoublera à la découverte subséquente que le Corps a bâti ces digues sur la base de cartes périmées. Et cet outrage se trouvera aiguillonné – de fait alourdi – à la réalisation que, sur ce sol mouvant, la péremption accélérée des cartes est leur destin le plus usuel. En cause, précisément le fait que la subsidence est un phénomène *auto-entretenu*, reposant sur un *feedback* négatif : non seulement que la ville, ses bâtiments pèsent, mais surtout que pour les maintenir hors de l'eau il y faut la drainer sans relâche, de sorte que la composante hydratée des sols s'y réduise à néant, tassant

ainsi les sols. En conséquence de quoi, se profile la notion que l'entretien des digues supposera l'interminable de leur surélévation et avec elle la promesse de factures constamment révisées en hausse.

Un autre front d'enquête s'ouvre, cette fois en hydrologie. On doit là aussi à l'équipe d'Ivor Van Heerden, à l'époque directeur adjoint du LSU Hurricane Center, d'avoir recomposé la dynamique des flux qui ont submergé la ville ; et là aussi avec une contribution notable de la presse locale, et notamment de ses *lecteurs*⁶⁷. S'y trouve notamment épinglée une autre entité menaçante : celle du canal dit « *MR-GO* » pour *Mississippi River-Gulf Outlet Canal*. Ce canal a lui aussi été construit par le Corps des ingénieurs, mais à la demande des autorités portuaires et pour sa valeur de tracer une ligne directe entre la haute mer et le port de la ville : un raccourci, permettant aux navires d'esquiver les méandres du fleuve. À l'analyse, l'intersection de ce canal avec un autre canal longeant les basses terres du golfe du Mexique, le *Gulf Intracoastal Waterway*, se révèle avoir fonctionné comme un gigantesque entonnoir dans lequel s'est engouffré le front d'inondation (*surge*) de l'ouragan, le rétrécissement de cet entonnoir ayant eu l'effet mécanique d'avoir haussé la vague de la tempête. C'est de ce canal-là que sera venue l'inondation violente qui a balayé en quasi-totalité le *Lower 9th*. « *Mister Go must Go !* », clament les populations riveraines. En sus, la clinique des effets de ce canal fait apparaître qu'il est pour beaucoup dans un autre fléau qui corrode et fragilise le delta : sa *salinisation*. Les publics, attentifs non moins que réactifs, ajoutent alors une autre flèche au carquois de leurs « ontologies », brassant cette fois-ci des matières hydro-bio-géologiques. La fenêtre que nous avons ouverte plus haut sur les engagements écologiques des habitants du *Lower 9th* pour « ressusciter » le bayou Bienvenue et sa flore donne précisément et directement sur les effets de désastre biologique de la salinisation. Elle se situe au débouché immédiat de l'entonnoir et l'on y voit au plus près ce qui en résulte : ces bayous transformés en cimetières d'arbres morts⁶⁸. Ainsi, dans le viseur de l'expérimentation une autre composante importe qu'on n'a jusque-là qu'esquissée : celle de l'apport d'eau douce pour contrer

la salinisation (un apport, dans ce cas attendu, d'un rejet des eaux douces d'une usine à traitement d'eaux usées située à proximité). On débouche alors sur la pièce centrale d'une stratégie qui va s'amplifier : celle de la *diversion* des eaux du fleuve et de leurs alluvions pour, d'une part, désaliniser et, d'autre part, réensemencer de terre les marais du delta. Et cette stratégie va donner lieu à une génération d'expérimentations destinées à mieux en contrôler les effets. Ainsi de la construction d'une maquette à l'échelle 1/20 (100 m pour 2 km), montée en laboratoire à Baton Rouge. Dans son « praticable » il est en effet possible de faire varier l'emplacement des brèches ouvertes dans la digue du Mississippi non moins que de doser les débits des flux qui s'y déversent pour ainsi en mieux maîtriser les effets induits⁶⁹. Plus récemment une autre couche problématique est venue s'ajouter, mettant en jeu la *toxicité* des ingrédients ainsi diffusés, élargissant ainsi le front d'enquêtes et de luttes. Ce sont alors les engrais du nord du pays, leurs phosphates et nitrates, qu'il faut entrer dans l'équation, pour leurs effets délétères sur la vie même du delta : les algues qu'ils y font prospérer creusent en son sein une « *dead zone* » (par effet d'hypoxie) qui ne cesse de s'étendre. Et le bassin d'où dérivent ces toxines est gigantesque : soit le bassin-versant du Mississippi, lequel couvre la moitié de la surface états-unienne, une surface au demeurant marquée par une agriculture intensive non moins qu'industrielle.

On s'arrêtera là concernant l'éventail des matières critiques à brasser, l'essentiel étant de donner une idée de la nécessité toute pragmatique de l'*enchaînement* qui conduit d'un type d'enquête à un autre, pour autant que, faisant face à ce qui résiste aux solutions escomptées, les enquêteurs doivent alors enquêter sur les tenants et les aboutissants de ce qui – dira-t-on – résiste dans ce qui résiste.

À ce point, pour expliquer la poussée, sinon la félicité, de ces percées enquêtrices, il convient de faire entrer dans le cadre trois éléments de contexte.

Le premier tient à ce que la notion d'une fonction protectrice des basses terres en cas d'ouragan – son rôle de *tampon* –, si elle n'a jamais vraiment échappé à la conscience des populations, aura du moins, post-Katrina, gagné en acuité.

Le second tient à ce que l'élection du delta comme objet problématique princeps, tout autant qu'un sujet d'inquiétude, est un possible objet d'espoir. En effet, il ne laisse pas *sans prises* ceux qui y vivent. D'où une attention accrue sur la question. À la clef de cette assumption optimiste il y a le constat que si, en tous lieux, « la mer monte » et submerge, en certains cas deltaïques (et sous certaines conditions), la terre peut mordre sur la mer (l'enterrer). Les grands deltas planétaires se signalent ainsi et souvent par le boursoufflement qu'ils provoquent sur les traits de côte, dû aux charges d'alluvions qu'ils y déposent. Que se passe-t-il quand ces charges ne se déversent plus ? Les deltas reculent, s'affaissent, l'eau de mer pénètre marais et mangroves, accélérant érosion et subsidence. Or cette semence alluviale a été radicalement tarie par l'endiguement continu des berges du Mississippi depuis le Midwest jusqu'au golfe du Mexique⁷⁰, dans les profondeurs duquel ils viennent sombrer : d'où la stratégie des diversions comme inversion d'une dynamique. On objectera que c'est un n+1^e projet de géo-ingénierie, mais on ne peut écarter le fait qu'il ne s'agit là de rien d'autre que de faire en sorte que la nature retrouve son cours : ce que la main de l'homme a fait, elle peut tout aussi bien le défaire⁷¹.

Enfin, le troisième élément de contexte tient à ce que la prise en charge du problème public de la restauration du delta est, à la différence de ce qui s'est passé pour la reconstruction de la ville (relativement délaissée par la gouvernance municipale et laissée ainsi aux « publics de la reconstruction »), sous la responsabilité d'une gouvernance officielle, celle de l'État de la Louisiane, via *The Louisiana Coastal Protection and Restoration Authority (CPRA)*. De fait, ce projet de restauration est pharaonique : il pèse 50 milliards de dollars et court jusqu'en 2067, date à laquelle il est escompté, qu'enfin, le delta

regagnera du terrain sur la mer. C'est, aux dires de Bob Marshall⁷², « le plus grand projet planétaire de restauration écologique ».

Pour condenser, d'une période à l'autre, de la ville au delta, l'arène publique s'est reconfigurée de manière à ce que les publics de la reconstruction, y bénéficiant moins du champ libre qu'ils avaient su ménager à leurs agir, vont avoir à rencontrer et/ou à affronter d'autres interlocuteurs, sur d'autres scènes publiques : ceux « d'en haut », les officiels en charge, mais tout aussi bien « *ceux d'en bas* », en l'occurrence ceux des basses terres. Pour ces derniers ils ont, en quelque sorte, sortant de la ville, à en passer par leurs villages, leurs habitats plantés aux confins de l'habitable, souvent sur pilotis. Quoi qu'il en soit, c'est dans ce triangle-là qu'on peut mieux prendre le sens du rôle qu'ils n'en continueront pas moins de jouer dans le foisonnement d'enquêtes et de contre-enquêtes que suscite le « dossier delta ».

Commençant par « ceux d'en bas », la tonalité qui y domine est celle d'un fort scepticisme à l'égard du projet grandiose de l'État, et de son « âme » : la multiplication des diversions. De cela, une observation de terrain nous avait alertés dès le printemps 2010.

La scène se passe dans un local municipal à Saint Bernard (une petite ville jouxtant le *Lower 9th*). La séance est pilotée par une animatrice d'une agence écologique de Miami. Cette agence a été missionnée et financée par la *Louisiana Authority* (CPRA). L'événement a une fonction de sensibilisation des publics à la question du delta. Au centre de l'attention, posé sur des tréteaux, se tient un grand parallélépipède (deux mètres sur trois), nappé d'une toile blanche. L'animatrice s'en approche pour mieux en retirer le voile. Découvrant d'un geste une maquette figurant les effets d'une dispersion projetée sur le bras ultime du Mississippi, vingt kilomètres en amont de son embouchure. Explicitant ensuite par le menu la logique qui préside à l'installation de ce prototype. Suite à quoi, la parole est donnée à la salle, soit une cinquantaine de présents. Une dizaine d'interventions

s'ensuivent, toutes émanant d'auditeurs sagement assis sur leurs sièges. L'un d'entre eux – un homme d'âge mûr, à moustache imposante – va pourtant se lever pour dire ce qu'il a à dire. Il prend appui sur sa canne au pommeau doré. Tous les présents se tournent alors vers lui. À pleine voix il lâche alors son message, lequel tient en une phrase : « Toutes ces diversions ! Et vous trouvez qu'on n'a pas assez d'eau comme ça ! » Puis il se rassoit.

(Vignette extraite du journal de terrain 22 février 2010)

L'intervenant, plutôt l'*orateur*, n'est pas n'importe qui. Il est la figure publique d'une communauté singulière, celle des *Islenos* : une communauté hispanique venue des îles Canaries au XVIII^e siècle, pour s'établir sur les presqu'îles et barrières dunaires du delta. Les membres de cette colonie vivent des produits de la mer. On pensera qu'ils sont les premiers concernés par les troubles qui affectent le delta, par la salinisation de ses eaux. On pensera mal, pour autant que si ces troubles y font diminuer la population des poissons-chats, ils font croître celle des crevettes : les casiers restent pleins. En outre, et cela est vrai aussi de *toutes* les communautés dispersées dans les basses terres (les Cajuns notamment), la survie de leurs ménages dépend de leur emploi partiel par les compagnies pétrolières, lesquelles sont pourtant la source première de la salinisation du delta, en raison des centaines de canaux qu'ils y tracent et qui en perforent l'étendue. Des centaines de canaux pour des milliers de plateformes⁷³. Commencer par ceux des basses côtes est commode, parce qu'on y met en scène des *réfractaires* dont le sort est pourtant au cœur d'un projet étatique de restauration... dont rien ne garantit qu'à terme il réussira à les sauver des eaux.

Du côté maintenant du Plan de restauration du delta, on a dit ses objectifs et son budget impressionnant. Mais à suivre ses avancées le tableau est plus sombre. Sur les 50 milliards escomptés, seuls 18 avaient été collectés en 2017. Quant aux projets de restauration lancés, selon le *Master Plan* de cette même année, si le bilan en est impressionnant (135 projets en cours), il reste qu'il acte une révision

en baisse des objectifs initiaux : en substance on n'arrivera à sauver des portions significatives du delta que sous condition d'en *sacrifier* d'autres (et notamment sa partie orientale, là où, entre autres, vit la communauté Islenos)⁷⁴. Ce sacrifice est affaire de moyens insuffisants, mais sans doute renvoie-il à une tension temporelle inscrite au cœur même de ce projet : si la stratégie de la diversion a pour elle sa vertu « naturaliste », elle en hérite alors un de ses traits qui est celui de sa lenteur (millénaire). Et, cette tension ne fait que s'accroître dans un contexte où la mer monte (plus vite qu'ailleurs), elle, à un rythme décennal⁷⁵. Le dilemme alors pour les autorités est de savoir que faire des sacrifiés ? Des politiques d'aide à la relocalisation des exposés sur les hautes terres se multiplient certes, mais elles se heurtent aux volontés d'enracinement de ces populations. Des initiatives, parties des villages menacés d'abandon par l'État (tel celui de Jean Lafitte situé à 30 km au sud de la Nouvelle Orléans)⁷⁶, réclament alors de celui-ci un financement de digues protectrices. Ce qui ne va pas sans inverser la logique du plan, dans la mesure où les financements de toute initiative défensive de ce type, seront pris sur les fonds alloués aux diversions. La position de compromis en cours est alors de concéder l'érection de ces digues, mais sous condition que les communautés fassent preuve de la vitalité sociale de leurs enclos. Faisant valoir par exemple qu'école, bibliothèque, lieux culturels, on y trouverait. Autant de *biens collectifs* qu'il est plus *légitime* de protéger que de simples biens individuels dans la mesure où il est entendu que, pour ceux-ci – menacés qu'ils sont par la dévalorisation des habitations conséquente à l'augmentation des polices d'assurance –, une simple incitation et assistance administrative les aideraient à opter pour une conduite d'acteurs « rationnels », sans trop grever les deniers publics. On relèvera au passage, et sous réserve des communautés qui passeront le test de leur valeur « sociable », que la restauration du delta, visant foncièrement à asseoir la robustesse de la ville métropole pourrait se monnayer en multiplication de micro-forteresses, type Nouvelle Orléans, disséminées, ça et là.

C'est sur cet arrière-plan d'enquêtes et d'expérimentations, mais aussi de tensions, que l'on peut mieux évaluer la partie que joueront, dans ce concert, les publics (issus) de la reconstruction. On le fera sur deux scènes : la scène judiciaire et la scène médiatique.

Sur la première, ils pèseront de leur poids sur la question du financement du « projet pharaonique ». Dix-huit milliards seulement avons-nous dit sur les cinquante escomptés. Sur ces dix-huit obtenus, huit l'auront été suite à une plainte déposée contre BP pour les désastres écologiques de la marée noire de 2010 : *Deep Water Horizon*. Une semblable poursuite, concernant cette fois l'ensemble des opérateurs pétroliers, sera lancée en 2013, par John M. Barry, l'auteur historique de *Rising Tide* (1997), mentionné plus haut. On notera tout d'abord qu'il aura l'autorité de la lancer *au titre* de membre du *levee board*⁷⁷ de la Nouvelle Orléans. Cette poursuite n'aboutira pas, sabordée de fait par Gareth Graves, pourtant responsable au niveau de l'État de la restauration du delta⁷⁸. Mais *Rising Tide*, la « Marée montante », est tout autant le nom de code de la rencontre annuelle des *NOLA Bloggers*, qui se tient chaque 29 août (date de l'impact de Katrina). Cette « compagnie des blogueurs » a été l'un des foyers importants où s'est cristallisée l'attention critique sur les causes et les effets de la catastrophe (Bordreuil, 2011a). C'est donc de ce giron-là que montera la plainte en justice.

Ce qui conduit à la seconde scène, la scène médiatique, et spécifiquement au *renouvellement* de celle-ci dans la foulée des luttes pour la reconstruction. En particulier, c'est de cette mouvance qu'est sorti le premier *pure player*, le premier journal en ligne de la ville : *thelensnola.org*. En particulier, les colonnes de ce site, rejeton s'il en est de Katrina, ont accueilli après 2011 le journaliste environnemental Bob Marshall, faisant ainsi bénéficier ce site du capital symbolique que représentaient ses deux Prix Pulitzer. Et c'est ainsi, depuis ce site, qu'aura été menée en continu l'enquête sur la restauration problématique du delta. Sur cette question, ce journaliste a sans doute été le cristallisateur d'attention publique le plus efficace : pour son

rôle de journaliste environnemental reconnu, couvrant au plus près les ontologies pertinentes de l'équation critique du delta, mais aussi pour sa capacité de traduction politique des problèmes sur lesquels butait sa couverture « naturaliste » du delta. En substance, une capacité à monnayer ces incidences problématiques en termes de mesures à prendre et de responsabilités à établir⁷⁹. En somme, le rôle actif de ce site aura-t-il consisté à « rendre public le delta », ceci dans les deux sens de la formule évoqués plus haut : d'une main, rendant bien publique la « chose » delta, en relayant les percées de l'intelligence ontologique des entités instables qui s'y entrelacent, ce au plus près des opérations et des opérateurs *qui s'en saisissent* ; de l'autre, et plus classiquement, mobilisant l'attention des publics concernés par ces instabilités.

En sortie, récapitulant sur l'état du delta (au-delà des contributions des publics de la reconstruction), on sent bien qu'à explorer les moyens de le stabiliser, on ouvre la boîte de Pandore des instabilités qui le minent. En d'autres termes, « la catastrophe imminente et les moyens de la conjurer » (Lénine, 1917) y restent toujours d'actualité !

Catastrophisme, collapsologie ? Doit-on alors verser notre écot à cette « cause⁸⁰ », ou, à l'inverse, est-ce que, puisant dans les deux ou trois choses que nous avons apprises de la ville sur laquelle nous avons enquêté, on y trouverait de quoi la saper ? Au reste, le lieu d'où monte cette injonction à répondre n'est pas quelconque : rien moins qu'une ville élue au titre de « sombre précurseur » de l'horizon de catastrophe qui nous attend.

Qu'en est-il en premier lieu de l'horizon de la catastrophe pour les populations locales ? Qu'en est-il ensuite du cas qui s'y fait du potentiel d'effondrement des terrains sur lesquelles elles vivent ?

Sur le premier point, en un sens, ses habitants sont, *littéralement et déjà*, passés au travers de cet horizon-là. Durement catastrophés, donc, quelque compte qu'ils aient tenu des prophéties alarmistes.

Celles-ci n'étaient pas ignorées, se formulant en termes de « *Big One* » ; supposant donc toute une kyrielle de « *little ones* » et ainsi une temporalité plus périodique qu'irréversible, à laquelle ils étaient rompus⁸¹. Ce, depuis l'époque même de la fondation de la ville et son « dilemme de Bienville » (Campanella, 2011). L'horizon de l'ouragan majeur était pourtant bien envisagé, suscitant la mise en œuvre de mesures préventives, qu'elles portent sur des plans de crise ou sur le renforcement des digues. Du moins, la relève de la ville aura-t-elle amorcé tout un tas de *suppléments d'enquêtes*, post-catastrophe, pour en prévenir d'autres. Mais ces « suppléments d'enquêtes » nous mènent au second point et à la saisie « habitante » de leur univers en termes d'effondrements.

On tracerait en effet la trajectoire de ces enquêtes comme amenant les enquêteurs à déceler, sous la plaque d'une corrosion, le jeu d'une corrosion à la fois plus large et plus profonde : sous les digues, un sol instable ; « sous » cette instabilité un processus millénaire de valse des cônes de déjection du fleuve Mississippi (compter 7 500 ans). Puis, sur ce fond, à réaliser que l'*ajout* d'un simple siècle aura suffi pour en suspendre le pouls : un siècle de « politique nationale de la nature », vouant la moitié du bassin-versant états-unien à la promotion d'une agriculture industrielle, exempte d'inondations mais surabondante en produits chimiques : à la fois rétrécissant le delta et le tuant à petit feu, de le transformer en « *dead zone* », frappant ainsi de plein fouet la production piscicole qui est un des atouts économiques de la Louisiane. Non moins que, relevant, entre ces strates, les prospérités néfastes de leurs frictions résultant en *boucles de rétroaction* négatives (subsidence, hypoxie...) entretenant, accélérant effondrements et corrosions. Or, n'est-ce pas ce motif de réactions en chaînes fatales qui nourrit l'imaginaire « collapsologique » ? De quoi « collapser », le sol de la ville en est bel et bien saturé !

La différence, proposera-t-on, est qu'ici le diagramme de l'irréversible n'est pas en surplomb : il est en quelque sorte en face et s'il est à mieux dessiner c'est pour mieux le rogner, le domestiquer. Il

s'appréhende, se découvre pas à pas, au fur et à mesure que s'éprouve l'ampleur de tout ce qu'il faudra de réversions de dynamiques, pour que les choses tiennent⁸². Il est affaire de prises, et cognitives, et actives, et politiques. Et il est vrai que, plus l'enquête avance, plus les réversions à opérer sont lourdes et amples ; supposant des efforts croissants, élargissant l'assiette des concernés ; nouant, quoiqu'en tension, de multiples acteurs, « en ville », « en région » (hautes et basses terres), « en nation » (agriculteurs du nord et pisciculteurs du littoral) aussi bien « qu'en planète » (la mer monte). Pourtant c'est bien cette quête de co-immunité écologique qui est l'âme de ce jeu : « co-immunité cherche son, ses pacte(s) », dirait-on. Une quête, ajoutera-t-on, à la longue durée de laquelle on gagnera à se rendre synchrone⁸³.

CONCLUSION

Pour revenir à notre entame, nous avons été frappés par ce paradoxe que Katrina faisait émerger ce qu'il y a de foncier dans le contrat citoyen – un pacte d'immunité – et que, pourtant, l'étendard de la citoyenneté n'y était que peu brandi : des « nous » de publics, plutôt que des « nous » de cité, voilà ce que l'on y voyait. Or, si l'on fait du pacte d'immunité quelque chose qui *reste à construire*, on peut dissoudre cette antinomie : non que les nous publics aient révoqué les nous citoyens (il est difficile de ne pas faire partie des deux !), mais plutôt que ces nous publics auront agi les sens de citoyenneté – les « nous de cité » –, mais sur un autre mode que celui de l'affiliation à une commune bannière. Ainsi, souvent sous la forme polémique de relance de débats où les citoyens sont pris à témoin de ce que *con*-citoyenneté veut dire et exige des uns et des autres pour résoudre les tensions qui les opposent – creusant donc des lignes de faille, dans les ensembles concitoyens, par exemple entre agriculteurs du Nord et pisciculteurs du Sud (aussi bien que profilant les passerelles à construire entre ces collectifs⁸⁴). Mais tout autant du fait que d'autres lignes d'engagements des publics de la reconstruction – et particulièrement celles dont les membres se situent « *aux confins de l'habitable* » – ne peuvent

qu'esquisser l'horizon inclusif d'une cité protectrice qui reste à bâtir – une « grande communauté » comme l'appelait Dewey...

Des pointillés, si l'on veut, comme cela se dit d'une histoire à suivre...

ANNEXE 1: DOCUMENTS VISUELS

I. PHOTOGRAPHIES

II. DOCUMENTS VIDÉOS

*
* *

I. PHOTOGRAPHIES



Photo 1: « générique » (Cliché JSB). Photo prise au printemps 2010, dans le quartier de l'*Upper 9th Ward*: un quartier « nommé Desire »; durement frappé par Katrina, quoique moins couvert par la presse que le *Lower 9th Ward*.

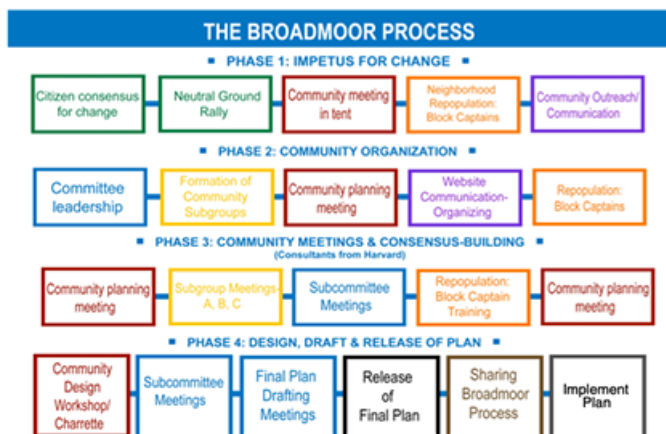


ISS023E032398

Photo 2: l'embouchure du Mississippi, la ville, le delta, le pétrole
(Cliché NASA, repris par un web site japonais).

En haut à droite, le lac Pontchartrain; en face de lui vers la gauche le cours du Mississippi. Il y dessine un epsilon grec; sur la boucle inférieure de cet « E » est sise la ville de la Nouvelle Orléans: « Crescent City », pour la forme en croissant de cette boucle. En aval, le fleuve suit son cours jusqu'au *bird foot* final: sa « patte d'oie ».

On voit bien que le fleuve y surplombe le niveau de la mer jusqu'au bout : les terres émergées qui le jouttent sont celles qui résultent des apports alluviaux qu'il a charriés jusque-là. Plus bas, en pleine mer, la sorte de nuage sombre, type Cirrus, offre la trace visuelle de la marée noire (signée BP) « Deep Horizon » de 2010. Sa surface huileuse a pour effet d'y noyer les luminescences d'un soleil couchant. Plus de 10 000 plateformes de forage constellent les côtes de la Louisiane; la plupart sous-marines.



GOALS-16

Photos 4b : La montée en organisation (doc BIA : Broadmoor Improvement Association).

Stay on top of your group activity without leaving the page you're on - [Click here to get the Yahoo! Toolbar](#)

WiFi

mcno

Messages

Message #

Search: [Advanced](#)

Broadmoor has a plan [Message List](#)

[Reply](#)

Broadmoor Improvement Association has published a draft version of their Urban Design Plan. Check it out here:

<http://broadmoorimprovement.com/node/77>

Hopefully this will provide us some inspiration and food for thought in our own planning process.

--- Bart Everson

? Already a member? [Sign in to Yahoo!](#)

PS: I notice they're also promoting the Mid-City Bayou Boogaloo on their home page. That's nice.

Thu May 25, 2006 8:19 pm

[Show Message Option](#)

Editor B-ch@...>
[bpeverso](#)
[Offline](#) [Offline](#)
[Send Email](#) [Send Email](#)

Message #64 of 17827 <Prev | Next>

Did you know...

Hear how Yahoo!

Message #64 of 17827 <Prev | Next>

Photo 4c : capture d'écran, printemps 2006, la contagion planificatrice inter quartiers (Post extrait de la Yahoo List de l'association de Mid City).

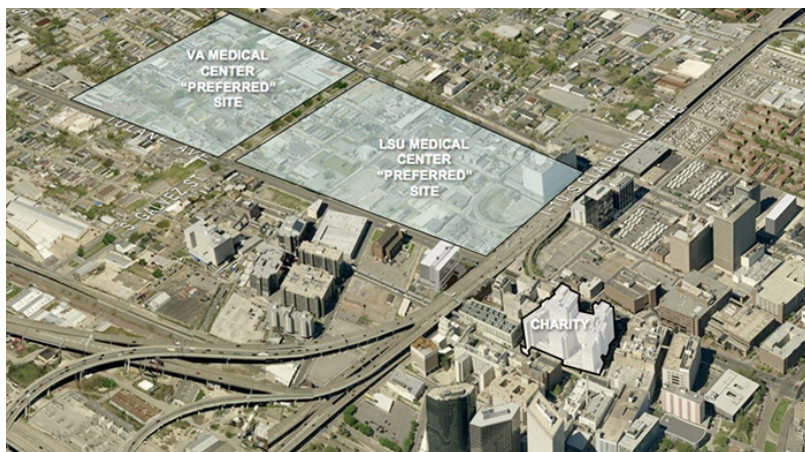


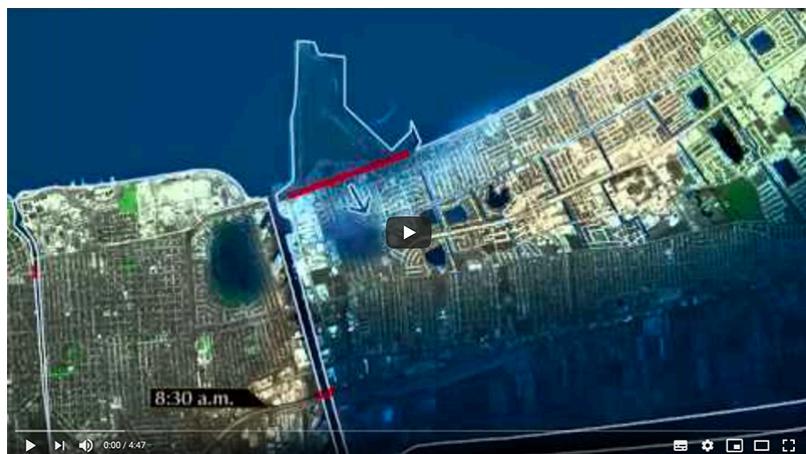
Photo 5: L'affaire LSU/VA et l'abandon de Charity Hospital (document de l'association « Save Charity Hospital »). Ci-dessus, le périmètre de l'implantation à venir et avec, en bas à droite sur l'image, celui de l'ancien hôpital de la Charité.



Photo 6: Silhouette d'un des militants de *Save Charity Hospital*, face à l'Hôpital (cliché communiqué par l'association « Save Charity Hospital »).

II. DOCUMENTS VIDÉOS

II.1. « The Big Uneasy » ; *Time Line* des premières 24 heures de la catastrophe



The Big Uneasy- The flo#287887C

Accès en ligne :

(<https://www.youtube.com/watch?v=YtHdvtShPBI>).

La première personne à apparaître en incrust est Ivor Van Heerden, l'océanologue auquel on doit les données qui ont permis de reconstituer le déroulé du premier jour de la catastrophe.

II.2. Vidéos : 4 extraits du Meeting Mid-City du 24 avril 2008

II.2.1. MidCity1.m4v



Accès en ligne :

(<http://www.youtube.com/watch?v=YI8s8gHK-SE&authuser=0>).

Dans ce segment, on peut voir Mary Maines (Goody Clancy) et sa première associée expliquer que le projet LSU/VA, engageant et le l'administration fédérale (VA) et l'État de Louisiane (LSU), échappe à la juridiction de la ville (assiette du plan directeur). Elle cède la parole à Jim Mc Namara qui dirige le GNOBBED (prononcer « DJI – No bed ») pour le « Grand Nouvelle Orléans District de développement biologique » (un « corridor Bio-Tech »), lequel explique que ce groupement d'intérêt n'a aucun pouvoir planificateur mais va coopérer au futur avec la maîtrise d'ouvrage du plan directeur. Au bout de quatre minutes dans le clip il est interrompu par un militant qui cite une déclaration du même Jim Mc Namara qui stipule l'inverse. Ce militant nous tend le document ; nous le filmons : les enjeux de la controverse sont posés pour tous. En même temps (ce que nous ignorions) qu'il prendra valeur de « pièce à conviction » pour les combats futurs de ces militants lors de réunions plénières du Conseil de la Ville [noté plus bas CC, *ndlr*], censées parachever la confection du *Master Plan*.

II.2.2. MidCity2.m4v



Accès en ligne :

(<http://www.youtube.com/watch?v=WRuLdVzfwmY&authuser=0>).

On peut voir sur l'écran le périmètre « rosé » qui est soustrait à la discussion. Plus avant on voit les grandes feuilles remplies au marqueur par un des animateurs qui a synthétisé les « *inputs* » de sa tableée d'habitants du quartier. La dame en pull bleu clair qui vient chuchoter à l'oreille des récalcitrants pour les calmer fait partie du soft service d'ordre du CC. Cette séquence se place juste avant le débat final.

II.2.3. MidCity3.m4v



Accès en ligne :

(<http://www.youtube.com/watch?v=vVo5Ztm070s&authuser=0>).

Troisième séquence : le ton aura monté comme le débat commence : « Laissez-le parler ! Madame, Laissez parler ce gentleman !

Vous êtes une fraude! » dit la dame en rouge. Le gentleman est Walter Gallas, dirigeant d'une association pour le patrimoine (200 maisons historiques menacées d'être rasées), qui suit depuis plusieurs années la situation du quartier. Il dit, en substance : chaque fois que l'on vous voit vous dites que vous entendez et prenez en compte nos remarques, et quand on vous revoit rien n'a changé : puis, haussant la voix, « Le problème est que nous n'entendons pas ce que vous entendez! » Applaudissements.

II.2.4. MP/MidCity4.m4v



Accès en ligne :

(http://www.youtube.com/watch?v=oqOD0_xXBHE&authuser=0).

Dernière séquence. Le « politique » du CC qui s'est tenu dans l'ombre de l'écran protecteur (vérifier sur les vidéos précédentes) fait enfin sa première apparition publique sous les quolibets pour... remercier tout le monde d'être venu. Un dernier « pourquoi ne pouvons-nous pas changer la couleur du périmètre LSU/VA! » se fait entendre. Suite à quoi, Mary Howell, avocate des droits civiques, figure de la ville et voisine du quartier, essaie d'arracher un calendrier d'auditions spécialement consacrées au problème. En pure perte.

*

ANNEXE 2 : LIENS NUMÉRIQUES

Liens sur le symposium « Learning from New Orleans Post Katrina », MMSH d'Aix en Provence, 28-29 mars 2011 (AMU-LAMES/CNRS; CERMES 3, INSERM; IMERA de Marseille)

- (<http://mediamed.mmsh.univ-aix.fr/chaines/lames/Pages/default.aspx>).
- (<http://mediamed.mmsh.univ-aix.fr/chaines/lames/katrina/Pages/campanella.aspx>).
- (<http://mediamed.mmsh.univ-aix.fr/chaines/lames/katrina/Pages/tonnelat.aspx>).
- (<http://mediamed.mmsh.univ-aix.fr/chaines/lames/katrina/Pages/marshall.aspx>).
- (<http://mediamed.mmsh.univ-aix.fr/chaines/lames/katrina/Pages/gadbois.aspx>).

Liens *Metropolitiques.eu*. In dossier special Katrina (sous la direction de J. Samuel Bordreuil et Stéphane Tonnelat), juin 2011

- (<https://www.metropolitiques.eu/La-Nouvelle-Orleans-apres-Katrina.html>).
- Richard Campanella : « The Bienville Dilemma ». (<https://www.metropolitiques.eu/Bienville-s-Dilemma-New-Orleans.html>).
- J. Samuel Bordreuil : « Les usages du net par gros temps ». (<https://www.metropolitiques.eu/New-Orleans-post-Katrina-les.html>).
- Stéphane Tonnelat : « Rendre publique la durabilité ». (<https://www.metropolitiques.eu/New-Orleans-post-Katrina-les.html>).
- Anne M. Lovell : « Qui se soucie des soins ? La disparition d'un hôpital public après Katrina ». (<https://www.metropolitiques.eu/Qui-se-soucie-des-soins-La.html>).

Kroeber Journal of Anthropology (Berkeley University)

- (https://kas.berkeley.edu/documents/Issue_99-100/9-PublicPolicy.pdf).

Sources numériques Bob Marshall

- *Losing Ground*. (<https://projects.propublica.org/louisiana/>).
- *Louisiana's Moon Shot*. (<https://projects.propublica.org/larestoration/>).

BIBLIOGRAPHIE

- BARRY John M. (1997), *The Rising Tide*, New York, Simon & Schuster.
- BERGER Mathieu (2015), « Des publics fantomatiques. Participation faible et démophilie », *Sociologies*, (« Pragmatisme et sciences sociales »). En ligne : (<https://journals.openedition.org/sociologies/4935>).
- BLONDIAX Loïc & Jean Michel FOURNIAU (2011), « Un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie : beaucoup de bruit pour rien ? », *Participations*, 1, p. 8-35.
- BORDREUIL J. Samuel (2008), « Politique de la reconnaissance, politiques de la sociologie », in J.-P. Payet & A. Battegay (eds), *La Reconnaissance à l'épreuve*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion.
- BORDREUIL J. Samuel (2011a), « Les usages du net par gros temps », *Metropolitiques*. En ligne : (<https://www.metropolitiques.eu/La-Nouvelle-Orleans-apres-Katrina.html>).
- BORDREUIL J. Samuel, LOVELL Anne M. & Adams VINCANNE (2011b), « Introduction : How Critical Topics Circulate and Shape Recovery Policy », *Publics in Post-Katrina New Orleans. Kroeber Anthropological Society*, 100 (1), p. 104-128 (panel du 19 novembre 2010, meeting annuel de la AAA, org. J. S. Bordreuil & Anne Lovell).
- CAMPANELLA Richard (2011), « The Bienville Dilemma », *Metropolitiques*. En ligne : (<https://www.metropolitiques.eu/Bienville-s-Dilemma-New-Orleans.html>).
- CEFAÏ Daniel (2016), « Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme ? », *Questions de communication*, 30 (2), p. 25-64.
- CHATEAURAYNAUD Francis & Josquin DEBAZ (2017), *Aux bords de l'irréversible : Sociologie pragmatique des transformations*, Paris, Petra.
- DEWEY John (2003), *Le Public et ses problèmes* (trad. fr. J. Zask), Pau, Publications de l'Université de Pau, et Tours, Farrago, Léo Scheer.
- ELIASOPH Nina (2003), « Une ethnographie de la citoyenneté dans la vie associative », in D. Cefaï & D. Pasquier (eds), *Les Sens du public*, Amiens, Curapp et Paris, Presses universitaires de France, p. 223-268.
- ERIKSON Kai T. (1976), *Everything in Its Path : Destruction of Community in the Buffalo Creek Flood*, New York, Simon and Schuster.
- FASSIN Didier & Richard RECHTMAN (2007), *L'Empire du traumatisme*, Paris, Flammarion.
- GOFFMAN Erving (1956/1973), *La Présentation de soi*, Paris, Éditions de Minuit.
- GOFFMAN Erving (1974/1991), *Les Cadres de l'expérience*, Paris, Éditions de Minuit.
- GOFFMAN Erving (1981/1987), *Façons de parler*, Paris, Éditions de Minuit.
- GRATZ Roberta Brandes (2015), *We're Still Here, Ya Bastards*, New York, Nation Books.

- GUSFIELD Joseph R. (1981/2009), *La Culture des problèmes publics. L'alcool au volant : la production d'un ordre symbolique*, (trad. fr. D. Cefaï), Paris, Economica.
- GUSFIELD Joseph R. (1989), « Constructing the Ownership of Social Problems : Fun and Profit in the Welfare State », *Social Problems*, 36 (5), p. 431-441.
- HENNION Antoine & Alexandre MONNIN (2020), « Du pragmatisme au méliorisme radical : enquêter dans un monde ouvert, prendre acte de ses fragilités, considérer la possibilité des catastrophes », *SociologieS* (« Du pragmatisme au méliorisme radical »). En ligne : (<http://journals.openedition.org/sociologies/13931>).
- HORNE Jed (2006), *A Breach of Faith*, New York, Random House.
- JACOBS Jane (1961/2011), *The Death and Life of Great American Cities*, New York, Random House.
- JAMES William (1897/2005), *La Volonté de croire*, Paris, Les Empêcheurs de toutner en rond.
- JAMES William (1906/1911), « On Some Mental Effects of the Earthquake », in Henry James Jr. (ed.), *Memories and Studies*, New York, Longmans, Green & Co, p. 207-226.
- LATOUR Bruno & Peter WEIBEL (2005), *Making Things Public : Atmospheres of Democracy*, Cambridge, Mass., The MIT Press.
- LÉNINE Vladimir Illich O. (1917/2011), *La Catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, Paris, Éditions Les bons caractères.
- LIPPMANN Walter (1925/2008), *Le Public fantôme*, (trad. fr. L. Decréau), Paris, Demopolis.
- LOVELL Anne M. (2011a), « Debating Life after Disaster : Charity Hospital Babies and Bioscientific Futures in Post-Katrina New Orleans », *Medical Anthropology Quarterly*, 25 (2), p. 212-235.
- LOVELL Anne M. (2011b) « Qui se soucie des soins ? La disparition d'un hôpital public après Katrina », *Métropolitiques*. En ligne : (<https://metropolitiques.eu/Qui-se-soucie-des-soins-La.html>).
- LOVELL Anne M. (2014), « Reformers, Preservationists, Patients and Planners : Embodied Histories and Charitable Populism in the Post-Disaster Controversy over a Public Hospital », in R. Huret & R. Sparks (eds), *Hurricane Katrina in Trans-Atlantic Perspective*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, p. 100-120.
- LOVELL Anne M., BORDREUIL J. Samuel & Adams VINCANNE (2011), *Publics in Post-Katrina New Orleans*. *Kroeber Anthropological Society*, 100 (1).
- KLEIN Naomi (2008), *La Stratégie du choc*, Arles, Actes Sud.
- MACFARLANE Robert (2016), « Generation Anthropocene : How Human Have Altered the Planet for Ever », *The Guardian*, 1st April. En ligne : (<https://www.theguardian.com/books/2016/apr/01/generation-anthropocene-altered-planet-for-ever>).

- MARSHALL Bob (2011), « On Being a Journalist Post Katrina », *MediaMed*. En ligne : (<http://mediamed.mmsh.univ-aix.fr/chaines/lames/katrina/Pages/marshall.aspx>).
- MARSHALL Bob (2014), *Losing Ground*. En ligne : (<https://projects.propublica.org/louisiana/>).
- MARSHALL Bob (2014), *Louisiana's Moon Shot*. En ligne : (<https://projects.propublica.org/larestoration>).
- OLSHANSKY Robert B., JOHNSON Laurie A., HORNE Jedidiah & Brendan NEE (2008), « Planning for the Rebuilding of New Orleans », *NOLA Plans.com*. En ligne : (<https://nolaplans.com/wp-content/uploads/2008/10/JAPA-Planning-for-the-Rebuilding-of-New-Orleans.pdf>).
- RIVLIN Gary (2015), *Katrina After the Flood*, New York, Simon & Schuster.
- SHIBUTANI Tamotsu (1966), *Improvised News: A Sociological Study of Rumor*, Indianapolis and New York, The Bobs-Merrill, Inc.
- SHKLOVSKI Irina, BURKE Moira, KIESLER Sara & Robert KRAUT (2010), « Technology Adoption and Use in the Aftermath of Hurricane Katrina in New Orleans », *American Behavioral Scientist*, 53 (8), p 1228-1248.
- SLOTERDIJK Peter (2011), « Penser le commun qui protège », *Multitudes*, 45, p. 42-45.
- SOLNIT Rebecca (2010), *A Paradise Built on Hell*, Londres, New York, Penguin Books.
- TONNELAT Stéphane (2011), « Rendre publique la durabilité », in *Learning from New Orleans Post-Katrina*, Symposium tenu à la MMSH d'Aix en Provence, les 28 et 29 mars 2011. En ligne : (<http://mediamed.mmsh.univ-aix.fr/chaines/lames/katrina/Pages/tonnelat.aspx>).
- TONNELAT Stéphane (2012), « La dimension sensible des problèmes publics. La plateforme d'observation du bayou et la viabilité d'un quartier de la Nouvelle-Orléans », in D. Cefaï & C. Terzi (eds), *L'Expérience des problèmes publics*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 22), p. 163-190. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/19587>).
- WILLIAMSON Abigail (2007), *Citizen Participation in the Unified New Orleans Plan*, Cambridge, Harvard University John F. Kennedy School of Government.

NOTES

1 Pour donner un fond de plan visuel des vingt-quatre premières heures de la catastrophe, ainsi qu'un premier repérage topographique des différents quartiers de la ville, on conseillera au lecteur de cliquer sur la vidéo *The Big Uneasy*. En ligne : (<https://www.youtube.com/watch?v=YtHdvtShPBI>) (accédée le 14/06/20).

2 Réputée être particulièrement inégalitaire, individualiste, foyer du néolibéralisme et quoique (en comparaison avec l'Europe) modérément xénophobe, du moins passablement raciste.

3 À chaque imminence d'un ouragan, le *National Hurricane Center* délivre le graphe de ses bulletins de prévision : l'œil du cyclone, quoiqu'à distance de la côte, projette la zone oblongue (le cône dont il est le sommet), déployant ses parcours possibles jusqu'à jour J+5 et la graduant en degrés de probabilité. Le compte à rebours qui s'y figure est d'autant plus éprouvant que cet œil est versatile, si bien que les habitants sont-ils suspendus à ses fluctuations éventuelles (salutaires à moins que catastrophiques).

4 Rebecca Solnit, in *A Paradise built on Hell* (2010), a su parfaitement explorer cette thématique.

5 La « Flottille Cajun » renvoie aux opérations de sauvetage massives et efficaces qu'ont conduites, dès le lendemain de la catastrophe, les

cajuns des basses terres du delta dans les quartiers noirs inondés. Le fait a été d'autant plus relevé que, si les cajuns excellent dans les environnements aquatiques, ils sont moins réputés quand il s'agit de naviguer dans les eaux troubles des conflits raciaux. Quant à l'afflux des bénévoles, les estimations, sur quatre ans, les chiffrent entre trois et cinq millions.

6 De fait plusieurs centaines de meetings publics sur les quatre ans de notre enquête.

7 La recherche dont le présent texte est issu a été menée avec Anne Lovell (CERMES 3) dans une collaboration liant le CNRS (LAMES – AMU, pour l'auteur de cet article) et l'INSERM (CERMES 3) ; elle a fait l'objet d'un financement de l'ANR. Cette recherche a également bénéficié du concours précieux de Stéphane Tonnelat (CNRS-LAVUE).

8 Voir sur ce point les travaux de Nina Eliasoph (2003).

9 Un statut à côte bien taillée, consonant bien avec la dimension « caméra stylo » (A. Astruc) de l'enquête.

10 Le « sociologue du public » n'a aucune raison de faire fi de cette déclaration au titre que par tous elle aura été captée ; plutôt l'inverse.

11 Voir là-dessus l'impressionnant carnet spécial (en six livraisons) qui a été publié en août 2019 par le *New York Times* pour marquer le 400^e anniversaire de l'arrivée des premiers esclaves en Amérique du Nord. En ligne : (<https://www.nytimes.com/interactive/2019/08/14/magazine/1619-america-slavery.html>).

12 Dans le *Times Picayune*, le journal local, daté du 29 novembre 2005. On trouvera d'autres cartes publiées en décembre 2005, qui montrent les zones ciblées, ainsi de cette carte : (<https://www.wwno.org/post/katrina-debris-green-dot>). On ajoutera que l'outrage ressenti par les habitants des quartiers visés aura été d'autant plus intense que le quartier de *Lakeview* (à gauche de la carte), pourtant le plus profondément inondé (plus de deux mètres), ne figure pas dans les zones à condamner : sa population est blanche et *middle class*.

13 Le 9 janvier 2006, et dans un autre *town-hall meeting*.

14 À la lecture des premiers documents planificateurs concoctés par les associations de quartiers – au premier rang desquels la première version du plan de reconstruction de Broadmoor (voir ci-dessous) – perce souvent ce sens d'effarement qui assaille ses rédacteurs à découvrir que le quartier n'a jamais vraiment existé comme communauté. Et donc qu'ils n'ont rien fait pour, quand il était encore temps ! La forme la plus prosaïque du « testament » qui leur fait défaut est le plus souvent celle de

la liste d'adresses et de numéros de téléphone sur laquelle ils ne pourront s'appuyer.

15 On doit à Richard Campanella cette formule « vernaculaire » pour décrire l'effervescence planificatrice du moment. En « *second best* » on en signalera aussi une autre : « Plandemonium ». Voir le dossier spécial Katrina consacré sur (<https://www.metropolitiques.eu>), édité par J. Samuel Bordreuil et Stéphane Tonnelat.

16 Steven Lukes, « Questions about Power : Lesson from the Louisiana Hurricane ». En ligne : (<http://understandingkatrina.ssrc.org/Lukes/>).

17 « Nébuleux », dans la mesure où les contours de ce cercle se gonflent ou se rétrécissent au gré des rumeurs qui balayent la ville. Joe Canizaro, promoteur immobilier et un des initiateurs du premier plan de reconstruction de la ville (le « BNOB » – voir supra) fait ainsi beaucoup parler : il bénéficierait d'une ligne directe avec Karl Rove, lui-même conseiller principal de G. W. Bush. Une « rumeur », de fait, loin d'être dépourvue de tout fondement ! Mais, pour se référer ici au travail de Tamotsu Shibutani (1966), on pourra toujours discuter le vrai du faux de la rumeur (la saisissant au titre qu'elle serait fausse), mais ce qui compte avant tout c'est l'intensité de ces discussions, à comprendre comme quête ardente de sens, et ce d'autant plus au vu

du caractère proprement insensé de la situation dans laquelle tous pataugent.

18 On prend ici appui sur le remarquable travail d'enquête de Gary Rivlin (2015 : 44-45), journaliste du *New York Times*, tel qu'il a été synthétisé dans un ouvrage paru pour les dix ans de Katrina.

19 On pourra à ce propos se référer à la page que Wikipedia consacre à Malik Rahim, le promoteur de ces « *free clinics* ». En ligne : (https://en.wikipedia.org/wiki/Malik_Rahim) (consultée le 01/06/2020).

20 Plus en amont, la nouvelle Agence étatique chargée de canaliser les aides fédérales, la LRA (*Louisiana Recovery Authority*), définira une politique selon laquelle les aides nationales à la compensation des dommages et à la re-domiciliation (le *Road Home Program*) seront subordonnées à une démonstration et de crédibilité technique et d'adhésion populaire aux initiatives reconstructrices (le rejet du BNOB aura fait son effet!).

21 Voir les photos 4a et 4b de l'annexe visuelle jointe à l'article.

22 Pour reprendre les termes utilisés par Leslie Alley, *Deputy Director* de la *City Planning Commission*, l'Agence planificatrice de la Ville, lors de l'entretien qu'elle nous a accordé.

23 Voir la photo 4c dans l'annexe visuelle mentionnée plus haut (note 21).

24 Le *City Council* est une entité de 7 élus, représentant les populations de 6 districts cantonaux (à quoi se rajoute un élu dit « *at large* »). Il est à distinguer de l'équipe municipale, entretenant avec elle un rapport typique de l'idéal américain du *check and balance*. Le « CC » en serait la branche législative et la municipalité l'exécutif. C'est pour accentuer cette différence que nous n'avons pas traduit *City Council* par Conseil municipal.

25 Pour autant les meetings à l'échelle des 13 quartiers tiendront pour l'essentiel leurs ateliers au rythme de quatre sessions sur l'année.

26 « Citizen Participation in the UNOP » ; Harvard Kennedy School, March 2007.

27 Tous munis de tablettes électroniques qui leur permettent en instantané de cocher leurs réponses à des tas de questions, de manière à ce que les comptes puissent être faits, séance tenante.

28 « Délaisse », au passage, serait une bonne traduction du concept de *disowning* (versus *owning*) que l'on doit aux travaux de Gusfield (1981/2009 et 1989).

29 À la Sarah Palin qui snobait Obama au titre qu'il n'était jamais qu'un « *community organizer* ».

30 Scandale dûment relevé par cette autre composante cruciale de la sphère publique Post Katrina,

la blogosphère locale riche d'une bonne centaine de bloggeurs. Voir sur cette « affaire » : (<http://www.squanderedheritage.com/>). Post du 14 janvier 2010.

31 L'hôpital de la ville était l'un de la dizaine d'hôpitaux semblables dans l'État de la Louisiane, autant d'hôpitaux financés sur fonds publics (prélevés sur les revenus fiscaux des exploitations pétrolières), donnant accès aux soins pour les plus pauvres (« charité »), un système de santé remontant aux années 1930 et dû au gouvernorat populiste de Huey Long.

32 Voir les photos 5 et 6 dans l'annexe photographique infra.

33 Comme nous l'a confié David Dixon, directeur de *Goody Clancy*, l'agence d'urbanisme bostonienne en charge de l'élaboration du Plan Directeur de la Nouvelle Orléans.

34 « Elle » ? Aussi bien l'Agence que sa directrice, Leslie Alley, dont l'entretien en profondeur que nous avons eu avec elle informe tout le présent passage.

35 Ce transfert de compétences vise à retirer aux élus du CC leur faculté à procéder à ce qui, en langage local se dit comme « *planning by surprise* ».

36 De fait, dans notre couverture de terrain nous avons eu l'occasion de croiser deux de ces urbanistes licenciés agissant comme bénévoles dans les initiatives planificatrices des quartiers.

37 La thématique critique, parfaitement fondée, en est alors celle d'un simple usage cosmétique de ces « publics rameutés » ; et elle a donné lieu depuis les années 2000 à nombre d'études de cas. Voir là-dessus Loïc Blondiaux et Jean Michel Fourniau (2011).

38 Technique dite du *Break out group*. Du « fractionner les groupes ».

39 Destinés à aider les discutant à surmonter leurs inhibitions, lissant ainsi leurs dénivellations de statut.

40 Cela peut même, voire plus sûrement, inviter à scruter en quoi et comment ils ne le sont pas !

41 Au passage un cas exemplaire « d'injonction paradoxale ».

42 On l'y entendra dire.

43 Militante du quartier, dirigeant le NENA (Neighborhood Empowerment Network Association).

44 Une question critique pour ce quartier, les habitations n'y valant rien. Et dont c'est l'occasion de dire que c'est *la première fois* que nous l'avons entendu relevée à l'attention de tous, ce dans le sillage « ingrat » d'un meeting participatif.

45 Pour ce qui suit, on se reportera aux quatre clips vidéo mentionnés dans l'encart méthodologique et consignés dans le segment vidéo de l'annexe visuelle.

46 Qu'il s'agisse de représentants syndicaux du secteur hospitalier, ou bien de défenseurs du patrimoine.

47 Et ceci, que ces idéaux se gravent dans les lois, comme c'est le cas pour les dispositifs participatifs inscrits dans le *Master Plan*, ou bien inspirent des manières de faire, comme ce sera le cas pour la mise en place de l'administration du maire, Mitch Landrieu (2010-14), qui recrutera dans ses « *task forces* » un nombre non négligeable de figures issues des mobilisations post Katrina. Dans tous les cas ils s'offrent comme points d'appui normatifs *rafraîchis* pour dénoncer toute entreprise ou procédure faisant l'économie d'un examen public.

48 Penser que pas serait leur faire offense.

49 De ce point de vue les publics de la reconstruction seront plus immédiatement soucieux « d'équiper » la population en tuyaux pour se sortir des situations kafkaïennes dans lesquelles ils sont pris – ce sera une de leurs missions effectives de « service public » – que de les éduquer en théorie.

50 Autre traduction proposée du terme de *owning*.

51 Le journal local a mentionné qu'un meeting s'y tiendrait, nous nous y rendons en compagnie d'Anne Lovell.

52 Le premier meeting de l'UNOP étant resté dans la mémoire comme un *fiasco* retentissant.

53 De fait, la nouvelle maire de la Nouvelle Orléans (depuis début 2018) est La Toya Cantrell, la face publique sinon l'âme de la reconstruction du quartier de Broadmoor.

54 « *Astute* » pour citer une dernière fois les propos de Leslie Alley.

55 Sans exclure que les publics de la reconstruction pouvaient bien émarger à ces publics adjacents.

56 On notera à ce sujet que les populations afro-américaines, très largement en diaspora, n'auront pas eu le luxe de bénéficier de ce tremplin pour faire collectif.

57 Une voie pourtant royale pour traiter des mobilisations environnementales à suivre le travail de Francis Chateauraynaud (2017) et de son équipe, mais qui ici semble fortement bousculée par l'irruption massive de la catastrophe et son impact direct sur des *corps*.

58 Quoique difficilement *commensurable* d'avec les métriques en usage dans l'instruction des dommages.

59 Dans ces années-là les animateurs des quartiers organisent-ils tous les 8 mai des « Jane's march », pour entretenir, dirait-on, cette flamme.

60 Ceci, pourtant dans une ville où il est courant de déplacer une maison, à la manière dont on peut le voir faire – mais s'agissant de stocks de marchandises – dans des entrepôts de supermarché lorsqu'un engin motorisé fait glisser ses lattes d'acier sous les palettes où elles sont stockées pour aller les porter ailleurs.

61 Dont Charles A. Allen, déjà « croisé » plus haut.

62 Sous la houlette de Pam Dashiell, tragiquement décédée, à son ordinateur, dans la nuit précédant la visite du Conseil Consultatif.

63 La différence entre les deux est que, si les plantes qui y poussent ont toutes deux les pieds dans l'eau, les premières sont des roseaux ou ajoncs, les secondes sont des arbres – soit des forêts de cyprès.

64 « Résilience » se dit d'un corps capable de réagir à des chocs.

65 « Dans les conditions du direct » ? De fait les télévisions locales relayées par les nationales consacreront un sujet où l'on peut voir Ivor Van Heerden, chaussé de bottes et casque sur la tête, pataugeant au pied de l'accroche métallique d'une digue, au point précis où elle s'ancre dans le sol : faisant ainsi la « démo » qu'au regard de la géologie son manque de profondeur apparaît flagrant.

66 Ce caractère tient à la dynamique pendulaire des épanchements alluviaux des deltas : si, pour un

temps, ils font dépôt ici, du fait des amas accumulés, ils iront faire dépôt ailleurs, initiant ainsi la lente valse du delta à échelle millénaire. En tout point les sols stockent en strates disparates le solde de ces fluctuations.

67 Ivor Van Heerden est un océanologue sud-africain qui a élu domicile à la Nouvelle Orléans – il y est arrivé venant du Cap... sur son voilier. Il a animé, un an avant Katrina, une simulation/test de catastrophe (type Katrina), laquelle, ayant pourtant reçu une large publicité (un cahier de 100 pages dans le *Times Picayune*), verra ses conclusions enterrées. On signalera que son enquête sur le time line de l'inondation (voir la vidéo *The Big Uneasy*) a revêtu une dimension participative inusitée. Ivor Van Heerden aura posté dans le *Times Picayune* une requête adressée à tous les habitants ayant fait retour à leurs domiciles, leur demandant de lui communiquer l'heure exacte à laquelle leurs horloges se sont arrêtées. Ces données ont nourri le tracé du graphe exact de la propagation des eaux.

68 Et le fait que de ces arbres ne subsistent que leurs troncs dénudés en rend-il le spectacle encore plus macabre... Se reporter à la vidéo de Stéphane Tonnelat (2011).

69 En bref, les localisations des brèches ne sont pas sans affecter les trafics fluviaux ; et les variés de débit sont critiques, leur effet pouvant en

être de lessiver les terres plutôt que d'en déposer.

70 Et, ce depuis 1927, date de la crue historique du Mississippi et en réponse à celle-ci. La référence absolue en la matière est l'ouvrage de John M. Barry, *The Rising Tide* (1997).

71 À condition toutefois qu'elle soit agile dans son bio-mimétisme ! C'est qu'on n'apprend pas à « un vieux singe à faire la grimace » et cette main, on l'a évoqué, a par exemple beaucoup de mal à doser la force des flots relâchés de manière à ce que de la terre se dépose, plutôt qu'elle n'emporte tout sur son passage, non moins qu'à filtrer les ingrédients qu'elle sème dans le delta.

72 Dires recueillis lors d'une présentation de ses travaux le 15 octobre 2019 dans un département de l'Université de Tulane. Bob Marshall a à son actif deux Prix Pulitzer, pour sa couverture du New Orleans post-Katrina, pour le *Times Picayune*, avec Mark Schlifstein.

73 Voir sur ce point les documents visuels produits par Bob Marshall (2011).

74 On retrouve là un thème critique des réflexions sur la démocratie : le « partage des maux ».

75 Outre que cette montée n'est pas « étale », mais se manifeste dans la multiplication de submersions violentes, portées par des ouragans comme on sait plus fréquents et qui

ont tendance à balayer les maigres reconquêtes de terrain.

76 En ligne : (<https://www.nytimes.com/interactive/2018/02/24/us/jean-lafitte-floodwaters.html>).

77 Du conseil de gestion de l'entretien des digues de la Nouvelle Orléans.

78 Au motif spécieux qu'elle engageait des responsabilités fédérales alors qu'elle aurait dû se cantonner d'en rester au niveau de l'État.

79 On fléchera ici vers deux documents audiovisuels « sponsorisés » par *The Lens et Propublica* – un site national, mais lui aussi résolument orienté « *Accountability and Consequences* » (Marshall, 2014).

80 En effet, le motif du *collapse*, de l'effondrement, est moins une théorie des mobilisations environnementales que quelque chose qui vise à les déclencher et/ou justifier. Au risque, souvent noté, de les décourager : « *Outrage, Outage* », (outrage et court-circuit) cela se dit parfaitement, du moins dans l'anglais de Robert Macfarlane (2016), une référence en matière de « *nature writing* ».

81 Ne serait-ce que dans les routines estivales d'exodes pour cause d'ouragans.

82 Un angle d'approche, au passage, affine à celui qu'ouvrent Francis Chateauraynaud et Josquin Debaz dans *Aux bords de l'irréversible* (2017).

83 Ce que la collapsologie interdit d'envisager, pour autant que son cadrage en effondrement final, s'il n'insulte pas complètement l'avenir, ne le réserve qu'à des cohortes *insulaires* de *preppers* ou de survivalistes.

84 Voir à ce sujet les deux enquêtes consacrées par thelensnola.org, qui balisent les voies de coopération

possibles entre professionnels des « choses » agricoles et piscicoles, les uns du Minnesota et de l'Iowa, les autres de la Louisiane. (<https://thelensnola.org/2019/09/05/shrinking-the-gulf-coast-dead-zone-part-1-downriver/>) ; (https://thelensnola.org/2019/09/09/shrinking-the-gulf-coast-dead-zone-part-2-upriver/?preview=true&thumbnail_id=446961).